

# CERCLE AGÉNOR

*Le cercle centriste de réflexion et de propositions sur les enjeux internationaux*



## À MARIELLE DE SARNEZ NOTRE HOMMAGE

### **Éditorial - A Marielle de Sarnez**

*par Pierre-André Hervé*

### **Témoignages**

*par Jean-Noël Barrot, Jean-Louis Bourlanges, Gérard Deprez, Hugues Dewavrin, Patrice Franceschi, Maud Gatel, Sandro Gozi, Nathalie Griesbeck et Bernard Lehideux*

### **Indépendante, l'Ukraine européenne de Marielle de Sarnez**

*par Jean-Baptiste Houriez*

### **Marielle de Sarnez, une Européenne engagée pour l'avenir démocratique de la Syrie**

*par Pierre-André Hervé et Louis Vuillet*

### **Les intérêts européens au coeur : la pensée de Marielle de Sarnez au prisme des relations sino-européennes**

*par Kôichi Courant*

**SEPTEMBRE 2021**

[www.cercle-agenor.org](http://www.cercle-agenor.org)

 @CercleAgenor

## ONT CONTRIBUÉ À LA RÉDACTION DE CE NUMÉRO

---

**KÔICHI COURANT** (31 ans) est collaborateur parlementaire à l'Assemblée nationale, ancien attaché de défense du groupe MoDem et Apparentés. Officier de réserve dans l'Armée de Terre puis dans la Gendarmerie. Egalement conseiller municipal de Val-du-Layon, dans le Maine-et-Loire, depuis 2020. Diplômé de SciencesPo (sécurité internationale, 2013) et de l'Université Keio de Tokyo (économie, 2011). Il est cofondateur et Vice-Président du Cercle Agénor.

🐦 @K\_Courant

**PIERRE-ANDRÉ HERVÉ** (35 ans) est consultant indépendant spécialisé en gestion des risques internationaux (Moyen-Orient, en particulier) et doctorant à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE), où il étudie l'histoire du professionnalisme politique au Liban. Diplômé de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne (géographie, 2010) et de SciencesPo (sécurité internationale, 2013), il a occupé diverses fonctions dans les secteurs public et privé. En 2017 et 2018, il était conseiller sur les affaires étrangères et la défense du groupe MoDem à l'Assemblée Nationale. Il est cofondateur et Président du Cercle Agénor.

🐦 @paherve

**JEAN-BAPTISTE HOURIEZ** (32 ans) est Auditeur Asile à l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) et référent MoDem du 10e arrondissement de Paris. Diplômé en communication politique de l'Institut de Communication de Paris (2012), il a poursuivi sa formation et travaillé au Brésil puis en Inde. Au Brésil, il a notamment participé au Forum social mondial et dirigé plusieurs campagnes d'élus locaux, avant de passer trois années en Inde et d'y obtenir un second master en science politique (2018). Il effectue actuellement un DU Droit des étrangers en France et droit d'asile à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas. Il est cofondateur et Vice-Président du Cercle Agénor.

🐦 @jb\_houriez

## REMERCIEMENTS

---

Ce numéro n'aurait pas été préparé et publié sans l'aide de Clotilde Avenet-Tenneson, Mathieu Camescasse, Charles Coudoré, Alice Le Moal, Héloïse Leon-Lesoult, Alexandra Leuliette, Chang Hua Peng, Mihai Sebe, Johanna Touzel et Louis Vuillet. Merci à eux !

Merci également à nos grands témoins Jean-Noël Barrot, Jean-Louis Bourlanges, Gérard Deprez, Hugues Dewavrin, Patrice Franceschi, Maud Gatel, Sandro Gozi, Nathalie Griesbeck et Bernard Lehideux.

[www.cercle-agenor.org](http://www.cercle-agenor.org)

🐦 @CercleAgenor

---

# A MARIELLE DE SARNEZ

PAR PIERRE-ANDRÉ HERVÉ

Marielle de Sarnez était une femme politique exceptionnelle.

Bien sûr, les éminentes fonctions politiques qu'elle a exercées la distinguaient, qui plus est à une époque où celles-ci demeuraient encore monopolisées par les hommes : parlementaire européenne puis française, ministre des Affaires européennes, présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, vice-présidente de partis politiques de gouvernement (l'Union pour la Démocratie Française - UDF - puis le Mouvement Démocrate - MoDem), secrétaire générale du Parti Démocrate européen (PDE), pour ne citer que les fonctions à dimension nationale ou européenne.

Mais, exceptionnelle, elle l'était surtout par sa manière d'être en politique : humble, loyale, courageuse, exigeante, des valeurs affermies par les nombreuses épreuves, de lutte et d'isolement relatif, vécues aux côtés de son alter ego politique, François Bayrou. Elle l'était encore par sa capacité hors du commun à construire des ponts et à mobiliser au-delà des clivages habituels, ce dont témoigne l'hommage unanime que la classe politique française lui a rendu, de Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, ses deux plus turbulents collègues de commission parlementaire.

En lui rendant à son tour hommage, le Cercle Agénor a voulu plus particulièrement valoriser le parcours singulier et inspirant d'une femme engagée au Centre en prise avec les grandes questions européennes et internationales. *« Une femme engagée au Centre en prise avec les grandes questions européennes et internationales »*

Marielle de Sarnez incarnait en effet une forme d'idéal de l'action politique au Centre. Elle incarnait les valeurs et les principes de cette famille politique : l'humanisme, l'attention aux autres, en particulier les plus fragiles, la liberté, le travail et le souci de l'efficacité, la prise en compte de la complexité mais le souci du discours simple, accessible, non pas simplificateur, l'amour du débat mais le refus de la polémique stérile, le rassemblement par-delà les clivages quand il s'agit de l'essentiel. Elle défendait aussi la vision du monde de cette famille, attachée au respect des droits de l'Homme, à la consolidation de la démocratie, à la justice, à la coopération entre les nations, en consacrant toutes ses forces à la construction et aux progrès de l'Union européenne, modèle toujours perfectible mais inédit d'expression d'une telle vision.

Parce que ce sont ceux qui l'ont côtoyée qui en parlent le mieux, nous avons sollicité le témoignage de plusieurs personnalités ayant cheminé avec Marielle de Sarnez au long de son parcours politique, de son engagement de jeunesse auprès de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la Commission des Affaires étrangères, en passant par le Parlement européen. Tous racontent une personnalité politique rare, par son humanité, par son leadership naturel, par le courage qu'elle démontrait en allant au contact de tant de zones de crise, comme par ses idées innovantes, cherchant à anticiper et prévenir les crises à venir.

Plusieurs contributions viennent compléter ces témoignages de première main, en proposant un regard plus distant, analytique et prospectif sur quelques dossiers européens et internationaux parmi les innombrables dont Marielle de Sarnez s'était emparée. Le tout confirme la force de son engagement personnel et la grande cohérence, humaniste et démocrate, de ses idées défendues de Bruxelles à Pékin, en passant par Kiev et Raqqa.

Des historiens porteraient sûrement un autre regard, plus nuancé, sur la vie politique de Marielle de Sarnez. Nul doute, en tout cas, qu'ils s'y intéresseront tôt ou tard, tant elle fut riche, influente et inspirante. Notre tâche n'est ici que d'en donner quelque preuve.



*Marielle de Sarnez au Parlement européen, en décembre 2011*

---

# TÉMOIGNAGES :

## MARIELLE DE SARNEZ VUE PAR CEUX QUI L'ONT CÔTOYÉE

### NATHALIE GRIESBECK

*ANCIENNE DÉPUTÉE EUROPÉENNE ENTRE 2004 ET 2019 (GROUPE ADLE),  
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DU CENTRE EUROPÉEN ROBERT SCHUMAN*

---



Bien des personnalités éminentes - au premier rang desquelles, lors de ses obsèques, le Président Emmanuel Macron, et l'ami de tous les combats et de tous les instants que fut pour elle François Bayrou - ont évoqué avec pertinence et affection non seulement l'action publique de Marielle mais aussi l'importance de son engagement très précoce et efficace au service de notre pays et de ses institutions aussi bien qu'en faveur de la construction de l'Europe qui nous est aussi chère qu'à l'évidence indispensable.

Nul n'ignore combien elle s'y est montrée indéfectiblement attachée autant qu'active, tout particulièrement à travers sa présence constante et dynamique au sein du Parlement européen, elle a su diriger de main de maître et avec des résultats remarquables et à juste titre admirés la Délégation française de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE), notre groupe parlementaire. Cette ligne de force, fruit de sa finesse d'analyse, en faveur de tous les membres de notre communauté nationale ainsi que de tous nos concitoyens européens et même bien au-delà, a trouvé à partir de 2017 et son élection à la présidence de la Commission des Affaires étrangères de notre Assemblée nationale, son prolongement naturel et son plein épanouissement, malheureusement si brutalement interrompu par son décès, qui a été ressenti par tous, comme aussi imprévisible que violent, incompréhensible et injuste.

Des folies humaines vues dans les camps de réfugiés à la frontière syrienne, libyenne, ou en Jordanie comme au Liban aux théâtres de révolutions en Amérique Latine ou place Maïdan, avec Marielle toujours attentive aux libertés comme aux plus modestes, nous partageons des combats et propositions des solutions concrètes au cœur du Parlement européen.

Comme nous étions très proches et qu'elle m'honorait de sa confiance comme de son amitié, elle m'a très tôt, dès l'apparition des premiers symptômes d'un mal alors encore largement mystérieux, avertie de ce qui nourrissait son inquiétude et, avec ce courage qui l'a toujours caractérisée et qui forçait l'admiration, dit en même temps son entière détermination à le regarder en quelque sorte droit dans les yeux et à le combattre de toutes ses forces. Seuls celles et ceux qui n'ont pas eu le privilège et la chance insigne de la connaître véritablement pourraient s'en étonner, tant la force d'âme, la lucidité et le courage vrais constituaient de toute évidence certains des traits dominants et, portés à ce degré d'intensité, une des singularités aussi mystérieuse que fascinante de sa si riche personnalité.

Et avec cela toujours prête à sourire mais aussi exigeante avec tous comme avec elle-même, elle savait, elle sentait ce que la vie offre d'inattendu, de singulier voire de sublime. Marielle savait aussi admirer profondément par exemple la beauté de la Mer Egée et de ses îles aussi diverses que nombreuses, si chères à son cœur, tout comme se laisser envahir et conquérir par le spectacle fascinant des icebergs dérivant dans le fjord d'Ilulissat dans l'océan Arctique ou des baleines s'y plongeant avec délice, qu'elle suivait d'un regard presque aussi émerveillé que peut l'être celui d'un enfant.

Et même si elle n'en parlait qu'assez rarement et toujours avec une infinie pudeur unie à une extrême justesse de ton et à beaucoup de fierté secrète, on ne pouvait la connaître d'amitié vraie sans sentir combien intensément elle aimait sa fille et son fils et l'attention extrême qu'elle portait à ses petits-enfants qu'elle adorait.

A tous ces traits comme à mille autres, on découvre son attention vraie à la vie dans ce qu'elle peut avoir de matériel comme de plus profondément mystérieux et qui participait à l'évidence pour Marielle de l'indicible. Car c'est ainsi que pour elle, comme pour le Poète, ici-bas « tout parle à l'âme en secret sa douce langue natale ».

## SANDRO GOZI

*DÉPUTÉ EUROPÉEN (GROUPE RENEW EUROPE), SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI DÉMOCRATE EUROPÉEN (PDE), ANCIEN DÉPUTÉ ITALIEN (2006-2018) ET SECRÉTAIRE D'ÉTAT ITALIEN AUX AFFAIRES EUROPÉENNES (2014-2018), COAUTEUR AVEC MARIELLE DE SARNEZ DE "L'URGENCE EUROPÉENNE" (EDITIONS THADDEE, 2014)*



Marielle, plus qu'une collègue était une amie que j'ai eu la chance de côtoyer à divers moments de ma vie. Nous avons une passion commune : l'Europe de la jeunesse. D'où notre engagement pour Erasmus Mundus, elle au Parlement européen et moi à la Commission. Avec François Bayrou, nous avons ensemble posé les bases du Parti Démocrate européen qui lui tenait tant à cœur.

Elle en France et moi en Italie, nous n'avons cessé de nous battre pour une Union européenne politique en soulignant l'urgence de la situation.

Je me souviens avec émotion des heures passées à écrire notre livre sous l'œil bienveillant d'Eric Jozsef, alors correspondant à Rome du journal *Libération* qui nous interrogeait et retranscrivait nos dialogues.

Marielle venait régulièrement à Rome. Elle y était chez elle. Lorsqu'elle séjournait à la maison, elle faisait partie intégrante de la famille. Nous avons une tradition : un passage obligatoire au restaurant Da Sabatino qui préparait pour elle une ricotta fraîche tout simplement exquise. Un régal. Marielle avait l'Europe dans la peau. Elle la vivait et toute sa carrière reflète son engagement européen. C'est un honneur pour moi d'avoir cheminé avec elle.

## JEAN-LOUIS BOURLANGES

*DÉPUTÉ DES HAUTS-DE-SEINE (MODEM), A PRIS LA SUCCESSION DE MARIELLE DE SARNEZ COMME PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN 2021, ANCIEN DÉPUTÉ EUROPÉEN (1989-2007)*



Pour comprendre la vraie nature, ardente, généreuse et courageuse de l'engagement européen de Marielle de Sarnez et prendre la vraie mesure de ce qu'il y avait de différent et d'irremplaçable dans sa contribution à la cause européenne, il faut réfléchir à la peur. À la peur des autres, à la peur de l'avenir, à la peur du risque, à cette vision gluante et abâtardie du principe de précaution qui nous fait craindre tout ce qui pourrait nous déranger en changeant, en changeant le monde, en changeant autrui et en nous changeant nous-même, fût-ce-en mieux.

L'Europe telle qu'on la parle et qu'on ne la fait pas est paralysée par la peur, comme l'avait si bien senti Jean-Paul II. Elle est en fait à l'intersection de deux peurs principales. Celle des autres, bien entendu, mais aussi celle de soi. Celle des autres fait des ravages chez ceux qui bloquent et se ferment à l'aventure, et qui sont légion. Il y a chez eux, tapi derrière tous les refus, la crainte du différent, de l'inattendu, du mal connu, la méfiance envers tous ceux qui n'ont pas la même histoire, les mêmes références, la même perception du monde que les nôtres. Derrière le scepticisme affiché, il y a l'hostilité dont la méfiance n'est que l'antichambre, propre à tous les ankylosés de l'initiative et du don de soi qui ne veulent ni partager, ni jamais faire le premier pas.

C'est peu dire que Marielle de Sarnez n'était pas de cette race là. Le tableau que je viens de peindre de ces effrayés structurels, c'est son exact anti portrait. Notre Marielle n'avait pas peur. Tout l'inquiétait mais rien ne l'effrayait. Elle détestait les totems et les tabous. Elle voyait la souffrance, haïssait l'injustice, adorait la liberté, croyait à la vie. Elle avait aimé et partagé la révolution de la liberté en Ukraine - à qui pour le MoDem elle avait emprunté l'orange - la lutte des femmes d'Irak, de Syrie et d'Afghanistan, l'espoir des déshérités du Soudan et de l'Erythrée. Son engagement pour l'Europe auquel elle a voué les plus fortes et les plus ardentes années de sa vie tenait en un principe simple : comment transformer en identité dynamique l'altérité meurtrière du passé ? Comment faire de l'ennemi un ami, de l'autre une partie de soi-même ?

Il est toutefois une autre peur qui plombe l'ambition européenne, plus sournoise et d'apparence plus respectable, mais qui n'en est pas moins délétère, c'est la peur de soi, l'appréhension de son identité, la crainte en se retournant de reconnaître son ombre. Cette crainte est d'abord celle de l'Allemagne, tétanisée par son passé, qui lui fait voir derrière la politique le risque de l'arbitraire et derrière la force celui de la violence. L'Allemagne n'a toutefois pas le monopole de cette frayeur là : c'est plus ou moins toute l'Europe qui baigne dans la culpabilité. La dérive tragique de la raison et du cœur, des Lumières et du romantisme et leur commune descente aux enfers du stalinisme et du fascisme, rôdent comme un spectre autour de l'avenir de l'Europe, place ses Etats aux abonnés absents de l'histoire et transforment ses grands hommes en « trotte-menu de l'abandon », comme disait Charles de Gaulle. Marielle de Sarnez était, là aussi, totalement étrangère au confort moral de cette pusillanimité. Elle était dressée vent debout contre cette mise en cage de la volonté par le remords. Elle savait que la lutte incessante et la



quête du bien commun sont les deux faces de la même médaille. Elle aimait donc la politique d'une passion brûlante et exigeante, comme le champion aime le risque calculé et le dompteur les fauves qu'il a su apprivoiser. Nulle n'était plus consciente qu'elle de ce que le grand impératif pour l'Europe de demain était de renouer avec la politique, c'est à dire dans son esprit, avec l'histoire, entendons par là la volonté qui fait l'histoire et la générosité qui la fait belle.

Oui, une Europe ouverte sur un monde solidaire, et une Europe politique, forte et respectée où se jouerait l'avenir de nos valeurs, de nos intérêts et de notre influence, voilà l'ambition et surtout l'exemple que Marielle de Sarnez, cette grande dame qui n'était au centre que parce qu'elle avait pris le meilleur de la droite et de la gauche, laisse en partage aux héros nécessaires de l'Europe de demain.

## **GÉRARD DEPREZ**

*MINISTRE D'ETAT BELGE, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU PDE, ANCIEN DÉPUTÉ EUROPÉEN ENTRE 1984 ET 2009 (GROUPE PPE PUIS ADLE) PUIS ENTRE 2014 ET 2019 (GROUPE ADLE)*

---



Pendant près de 15 ans, j'ai eu la chance d'être un des collègues de Marielle de Sarnez au sein du Parlement européen. Elle était sans conteste, et elle reste, l'une des personnalités les plus riches et les plus attachantes que j'ai eu le privilège de rencontrer dans ma vie. Parmi les traits qui permettent d'approcher la force singulière de sa personnalité, il en est quatre que je veux mettre en exergue :

D'abord sa ferveur européenne. La ferveur est d'un tout autre ordre que l'engagement ou la conviction. C'est une inclination de l'être tout entier, elle est pour ainsi dire incarnée dans la personne, elle rayonne. Bien sûr, Marielle connaissait à merveille la mécanique institutionnelle européenne. Elle n'ignorait rien des cheminements complexes qui étaient nécessaires pour aboutir à une directive ou à un règlement. Elle s'agaçait des lenteurs bureaucratiques, des marchandages politiques voire des replis nationalistes qui empêchaient, dénaturaient ou retardaient les décisions qui, à ses yeux, s'imposaient. Mais son regard n'a jamais quitté la ligne d'horizon que sa ferveur dessinait : donner le jour à une communauté de destin démocratique et fraternelle de tous les citoyens d'Europe.

Son centrisme radical. Pour Marielle, la gauche et la droite appartiennent à un stade archaïque de la vitalité démocratique : des camps antagonistes qui se nourrissent de leur opposition au détriment de la synthèse guidée par l'intérêt général. Le Centre, c'est l'espace du débat, du dépassement des stéréotypes, là où le besoin de solidarité fait jeu égal avec la rationalité économique. Avec elle, être au centre, c'est rassembler sur des valeurs plutôt que diviser sur des intérêts.

Sa « francitude » exigeante. Pour moi qui suis un enfant de la « belgitude », Marielle était l'archétype même de la « francitude ». Pour elle, la France ce n'est pas seulement un territoire, un Etat, une nation. C'est une manière d'être, au confluent de l'histoire et de la culture, une articulation singulière avec la langue, un attachement aux territoires. Mais la France de Marielle, c'est aussi et d'abord une exigence. L'exigence d'être à la hauteur de

son histoire, de forcer le respect, de ne jamais s'incliner devant les puissants, de cultiver la générosité, de modeler la fraternité. Pour elle, l'Europe a besoin de la France comme la France a besoin de l'Europe.

Son leadership naturel. Nul ne sait comment elle s'y est préparée, mais le fait était là : quand Marielle participait à une réunion elle ne cherchait pas nécessairement à s'imposer mais c'est quasi naturellement qu'elle donnait le ton. Son écoute des autres était réelle, mais le moment venu elle savait trancher sans état d'âme.

Ses manières n'ont pas toujours été exemptes de rudesse, mais elles étaient souvent traversées par des éclairs de tendresse. Pour toutes celles et tous ceux qui l'ont connue, Marielle de Sarnez reste et restera une personnalité politique hors du commun et une belle personne dans le sens le plus profond du terme.

## MAUD GATEL

*DÉPUTÉE DE PARIS (MODEM), MEMBRE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ANCIENNE COLLABORATRICE ET SUPPLÉANTE DE MARIELLE DE SARNEZ*

---



Les droits de l'Homme, la démocratie, l'Etat de droit constituent des valeurs essentielles de l'Union européenne, au fondement même de sa création. En tant qu'ardente Européenne, Marielle de Sarnez n'a eu de cesse de défendre ces valeurs dans son engagement, sur le territoire européen comme extra européen.

En 2004, elle se rend en tant que parlementaire européenne sur la place Maidan, à Kiev, afin de soutenir les Démocrates ukrainiens dans leur combat visant à réclamer l'organisation de nouvelles élections libres et démocratiques, après un scrutin présidentiel entaché de nombreuses irrégularités. Soucieuse de soutenir le processus démocratique en cours, elle rencontre les différents protagonistes, du Président ukrainien aux membres de la société civile ukrainienne. Une mobilisation pacifique qui se soldera par la décision de la Cour suprême ukrainienne d'organiser de nouvelles élections.

Fervente défenseuse du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Marielle de Sarnez n'aura de cesse de soutenir les processus démocratiques, en Ukraine comme en Birmanie. Elle œuvrera également pour la libération des prisonniers politiques, d'Ingrid Betancourt à Aung San Suu Kyi en passant par les militants des droits de l'Homme en Chine. Et contribuera à ce que des populations ne soient pas oubliées, en pesant pour que l'Union européenne agisse, tant d'un point de vue diplomatique qu'humanitaire dans des conflits meurtriers, au Soudan ou en République démocratique du Congo.

## **BERNARD LEHIDEUX**

*ANCIEN DÉPUTÉ EUROPÉEN ENTRE 1998 ET 1999 (GROUPE PPE) PUIS ENTRE 2004 ET 2009 (GROUPE ADLE), CANDIDAT AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2004 ET 2009 EN ILE-DE-FRANCE EN N°2 DERRIÈRE MARIELLE DE SARNEZ*

---



Pendant son second mandat au Parlement européen, Marielle, Numéro 1 de la Délégation francophone du Groupe ADLE et donc Vice-Présidente du Groupe, avait la tâche difficile d'exprimer la position des Démocrates face aux libéraux anglais et allemands et de suggérer sur les textes importants la ligne qui maintiendrait, à Strasbourg mais également à Paris, l'équilibre de nos positions entre l'UMP et le PS. Ensemble nous avons défendu l'idée, toujours vraie, que la prochaine étape devait être l'Europe sociale et donc l'Europe fiscale. Nous avons aussi pris position contre l'adhésion de la Turquie et avons voté à deux reprises contre l'investiture de José Manuel Barroso.

Leader sur les combats essentiels, Marielle ne délaissait jamais ses convictions profondes. J'ai en mémoire le dépôt avec elle en 2005 d'une Déclaration écrite sur la reconnaissance par l'Union de la traite négrière et de l'esclavage ou le voyage que nous avons fait en Ukraine avec Nathalie Griesbeck. Marielle a pris la parole, avec conviction et force, devant l'immense foule rassemblée sur le Maïdan qui sans la connaître, voyait en elle l'incarnation du soutien des peuples frères et surtout la légitimité d'une élue au suffrage universel. Marielle a, pendant dix-huit ans, démontré inlassablement que l'Union n'est pas construite par des fonctionnaires apatrides mais par des femmes et des hommes choisis pour cela par les citoyens européens.

## **HUGUES DEWAVRIN**

*ENTREPRENEUR, VICE-PRÉSIDENT DE LA GUILDE EUROPÉENNE DU RAID, ANCIEN DIRIGEANT DU MOUVEMENT DES JEUNES GISCARDIENS PUIS CONSEILLER DE FRANÇOIS LÉOTARD*

---



J'ai fait la connaissance de Marielle peu avant l'élection présidentielle de 1974. C'est donc une très longue amitié qui s'est si tristement évanouie avec son départ. Nous avons suivi des chemins politiques pas toujours identiques, souvent parallèles. Il y eu de longs moments de silence mais jamais de rupture car Marielle avait une qualité assez rare en politique : la fidélité en amitié. François Bayrou a parfaitement évoqué lors de ses funérailles sa capacité à constituer des bandes assez hors normes, au delà des clivages et des codes sociaux. Sa fille Justine a utilisé le joli mot d'archipel. J'étais dans la bande, dans l'archipel, c'était pour la vie...

Marielle a toujours été anticonformiste, curieuse et, désolé pour cette trivialité, assez gonflée. En octobre 2017, en revenant de Raqqa et de Mossoul, j'avais signé avec Sylvain Tesson - il m'avait accompagné en Irak - un récit de voyage dans *Le Figaro* qui l'avait visiblement intéressé : « J'ai lu ton papier, viens me raconter ». Je ne l'avais pas vu depuis plusieurs années et je retrouve Marielle, présidente de la Commission des Affaires

étrangères, dans son grand bureau de la rue Saint Dominique avec, toujours, ce mélange de gentillesse, de courtoisie et ce soupçon de raideur inexplicable. Je lui raconte et je sens très vite qu'elle est passionnée. Sincèrement.

Autre qualité, rare, elle aussi : la suite dans les idées. Au cours de cet entretien, je lui parle de deux rencontres extraordinaires pendant ce périple : les créateurs du premier café littéraire à Mossoul, imaginé au lendemain même de la défaite de l'Etat islamique (ils avaient enterré les livres de la bibliothèque universitaire) et la jeune maire de Raqqa qui devait reconstruire l'ancienne capitale du califat dans un état proche de celui d'Hiroshima, Leila Mustapha, 30 ans à peine. Elle écoute, ses yeux brillent : « on va les voir ! ». J'ai cru sentir aussi à ce moment que les ors de la République commençaient un peu à lui peser. Des fourmis dans les jambes.

Il n'a fallu que quelques mois à Marielle pour se rendre à Mossoul puis à Raqqa, dans des conditions assez acrobatiques pour ne pas dire rocambolesques qui ont donné des sueurs froides aux autorités françaises. Elle avait pris soin d'en informer le président de la République qui, j'ai cru comprendre, a été assez épaté par la détermination de l'intéressée.

Au delà de la politique, des liens d'amitié se sont noués : nos deux jeunes Irakiens ont été invités en France reçus par la Commission, leur récit a été bouleversant. Une grande complicité est née de ses entretiens avec l'extraordinaire Leila Mustapha, à Paris, puis au Rojava. Marielle préparait son audition à Paris à la fin de l'année dernière, la maladie ne lui en a pas laissé le temps.

L'unanimité, la sincérité des hommages ont été entendus jusqu'en Irak et en Syrie. Nos amis ont été extrêmement attristés par son décès. Au delà des aspects politiques, son supplément d'âme avait profondément touché ceux qui venaient de vivre quatre ans d'une effroyable guerre.

## **PATRICE FRANCESCHI**

*ÉCRIVAIN-AVENTURIER, AUTEUR DE PLUSIEURS OUVRAGES CONSACRÉS AUX KURDES, DONT LE ROMAN "S'IL N'EN RESTE QU'UNE", RÉCIT DE LA LUTTE DES FEMMES KURDES CONTRE DAECH, QUI VIENT D'ÊTRE PUBLIÉ CHEZ GRASSET POUR LA RENTRÉE LITTÉRAIRE 2021*

---



Il existe sans aucun doute plusieurs manières de parler de Marielle de Sarnez : par exemple, de façon « classique » en décrivant, analysant et jugeant son parcours politique et humain, ou bien « in vivo », c'est-à-dire dans la vérité de l'action de terrain, concrète et quantifiable – ce qui me semble plus important quand on se préoccupe de politique véritable.

C'est sous cet angle que j'ai connu Marielle en 2017. Cette année-là, elle souhaita rencontrer et connaître les combattantes kurdes de Syrie luttant contre l'État islamique pour leur liberté et l'émancipation des femmes au Moyen-Orient. On était au tournant de la grande bataille de Raqqa qui allait voir la chute de la capitale de Daech. Marielle reçut

les représentantes du mouvement kurde en tant que Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Jusque là, rien que de très normal. Elle était dans son rôle de compréhension des grands enjeux internationaux et des intérêts sécuritaires de la France : les Kurdes se battaient contre notre ennemi commun et nous les appuyions de manière concrète dans cette guerre implacable. L'empathie dont elle fit preuve à l'égard de ces femmes, dès qu'elle eut saisi ce qui les habitait, n'avait rien d'exceptionnel non plus. C'était un trait commun des Occidentaux à cette époque. Les sacrifices consentis par ces combattantes étaient reconnus et suscitaient l'admiration.

Là où tout changea, c'est quand elle décida de se rendre officiellement au Kurdistan syrien malgré les périls de la guerre. Aucune mission de ce type n'avait encore eu lieu malgré cinq années de conflit meurtrier. Elle tenait à voir nos alliés sur place pour leur apporter un message de soutien de la part de la France. Elle voulait surtout convaincre notre gouvernement – et les parlementaires – de ne pas abandonner les Kurdes après leur victoire contre Daech, les islamistes étant toujours susceptibles de renaître de leurs cendres – ce en quoi elle avait vu juste, l'histoire lui donnera, hélas, raison. Elle porta tous ses efforts pour convaincre le Président de la République de la laisser partir et obtint gain de cause malgré l'opposition frontale de nos diplomates qui ne souhaitaient pas « froisser » la Turquie et n'avaient que faire des Kurdes.

On me chargea de l'accompagner là-bas. Je connaissais depuis le début de la guerre les différents protagonistes de cette affaire et je devais lui servir de « sherpa ». Je l'avertis que notre voyage, même bref, ne serait pas une partie de plaisir et se révélerait pour le moins inconfortable. Je me souviens qu'elle haussa les épaules en répondant : « Peu importe ». C'était bien parti...

Les premiers problèmes commencèrent dès notre atterrissage à Erbil, la capitale du Kurdistan d'Irak. Le chef du détachement de nos forces spéciales chargé d'assurer notre protection annonça d'emblée : « L'hélicoptère prévu pour vous emmener en Syrie est indisponible. Je ne peux vous proposer que des voitures, certes blindées, mais il faudra rouler de jour comme de nuit. Au moins treize heures de mauvaises routes pour atteindre Kobané. Vous devrez manger sur le pouce et je n'ai rien d'autre à vous offrir que des rations militaires... » Marielle lança : « Aucune importance. Et puisque la route est longue, ne tardons pas, en avant... » Le ton était donné.

Au cours des jours suivants, il ne fut guère question de bien manger et de beaucoup dormir. Je passe sur les détails : c'était le « terrain », le vrai, celui qui révèle ce que sont véritablement les gens. Je découvris Marielle telle qu'en elle-même : épatante, ne se plaignant jamais, énergique et battante, déterminée à tout voir et à tout comprendre malgré les risques physiques de la guerre. Elle se montra amicale avec nos soldats et soucieuse des choses humaines avec tous les Kurdes qu'elle rencontra, qu'ils soient de simples paysans ou de grands chefs politiques. Tout le monde l'apprécia et beaucoup lui montrèrent de l'affection. Elle s'émut de parcourir les ruines laissées par la grande bataille de Kobané, salua les dirigeants de Raqqa pour leurs efforts en faveur de la paix, retint son émotion devant la jeunesse des bataillons féminins kurdes qu'on lui présenta.

A son retour, elle se dépensa sans compter pour que le Parlement vote une résolution en faveur de nos alliés. Elle l'obtint à l'unanimité. Une grande première. Tout le monde lui en fut reconnaissant. Hélas, cela n'empêcha pas l'Occident d'abandonner les Kurdes à l'automne 2019, au moment de l'offensive turque contre eux. Elle m'invita alors à déjeuner

pour me déclarer : « Il faut que nous retournions là-bas, je peux encore être utile. » Je lui dis : « Pas de problème, Marielle, je prépare tout ça. » Et puis la maladie survint – et l'on connaît la suite, malheureusement...

Tout ce que je puis affirmer en conclusion, c'est qu'on aimerait bien que nos hommes politiques, à l'avenir, prennent exemple sur Marielle de Sarnez. Le monde se porterait mieux.

## JEAN-NOËL BARROT

*DÉPUTÉ DES YVELINES (MODEM), VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MOUVEMENT DÉMOCRATE*

---



En découvrant avec effroi, au cœur de l'été 2021, les images tragiques du peuple afghan en détresse tentant par tout moyen de fuir le nouveau régime taliban, je pensais à Marielle de Sarnez, à ce qu'elle aurait ressenti, à ce qu'elle aurait dit, et à ce qu'elle aurait fait. Car elle était plus que tout autre préoccupée du sort des plus petits et des plus pauvres. Et car l'indignation n'avait pour elle de sens que si elle précédait l'engagement. Sa profonde humanité, associée à sa vive intelligence et sa hauteur de vue, fut le ressort d'une action politique résolue au service des autres et du bien commun.

Après l'avoir guidée dans ses fonctions au Parlement européen, sa conscience aigüe de la nécessité de faire cheminer l'humanité sur un chemin de paix et de prospérité partagée aiguilla son mandat de présidente de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale. On vit sa frêle silhouette et ses ballerines arpenter inlassablement les terrains de crise, à l'écoute des exilés et des persécutés, à la rencontre des responsables politiques et des organisations non gouvernementales. On entendit sa force de conviction chaque fois qu'elle prit la parole à la tribune de l'Assemblée nationale.

On lut avec le plus grand intérêt ses rapports parlementaires, auxquels elle consacra une énergie considérable et intacte jusqu'au dernier jour, bravant la maladie. Celui qu'elle rédigea en 2018 sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif est visionnaire. Il fallait la grandeur d'âme de Marielle pour embrasser un sujet si sensible et si vaste. Il fallait son indépendance et sa clairvoyance pour s'écarter des chemins empruntés et ouvrir des voies nouvelles : celle des migrations circulaires, celle de l'aide au retour volontaire, celle de l'assistance rapide aux pays de départ en cas de crise, entre autres.

Rapporteur spécial du budget de l'Asile, de l'Immigration et de l'Intégration, j'eus de riches échanges avec elle sur ces questions qu'elle maîtrisait parfaitement. Ses réflexions lumineuses et ses prises de position courageuses auront, j'en suis convaincu, une influence considérable sur la politique de la France vis-à-vis des migrations amenées à s'amplifier dans les décennies à venir avec les désordres géopolitiques et le dérèglement climatique.

Sur ces enjeux brûlants d'actualité comme sur tant d'autres, Marielle nous laisse en héritage une inspiration, une invitation à l'action : montrons-nous à la hauteur.

---

# INDÉPENDANTE, L'UKRAINE EUROPÉENNE DE MARIELLE DE SARNEZ

PAR JEAN-BAPTISTE HOURIEZ

En janvier 2021, au siège du MoDem, militants, proches et sympathisants ont pu se joindre à l'hommage rendu à Marielle de Sarnez. Tout au long du couloir qui mène à la salle Lecanuet, chaque pas nous faisait découvrir un nouvel épisode de la vie exaltante de notre Marielle. Parmi ces souvenirs, une photo m'a particulièrement touché. Alors que j'écrivais quelques mots dans ce cahier du souvenir, apparaît sur l'écran géant un plan paysage de Marielle de Sarnez et Nathalie Griesbeck, pris en contreplongée depuis la foule. Les deux eurodéputées sont sur la scène, couverte de messages en cyrillique et des couleurs bleue et jaune. Cette photo à elle seule nous faisait deviner à quel événement historique elles avaient pris part.



Marielle était passionnée de relations internationales, aucune surprise à la voir prendre la présidence de la commission parlementaire chargée des affaires étrangères. Je crois qu'elle se savait privilégiée d'être née dans un pays à la démocratie si enracinée et si forte, à tel point qu'elle pouvait s'en considérer l'ambassadrice autour du monde. Prendre le pouls des peuples, sentir le frémissement des foules rassemblées pour revendiquer des droits humains fondamentaux, voilà ce qui animait Marielle de Sarnez.

Le jour de cette photo sur la place de l'Indépendance de Kiev, c'est ce qu'elle était venue faire. Et ce n'était pas la première fois qu'elle se rendait en Ukraine.

## UN PAYS TIRAILLÉ

---

Le pays à la marche, sur le bord, telle est la signification littérale du nom Ukraine. On l'appelle encore la Petite Russie, c'était aussi le grenier à blé de l'URSS, son accès aux mers européennes. Et elle est restée la Côte d'Azur des privilégiés et des oligarques.

L'Ukraine se caractérise par sa diversité et ses tiraillements. Ils sont linguistiques et ethniques : l'est et le sud sont russophones, alors que les habitants de l'ouest et du nord parlent l'ukrainien. Et même si les deux langues sont sœurs, de part et d'autre il est mis un point d'honneur à les distinguer. On parle également le tatar dans certaines régions du sud du pays. Ils sont religieux aussi : en plus des chrétiens protestants et des musulmans minoritaires, le schisme de l'Eglise orthodoxe, entre le Patriarcat de Moscou et celui de Kiev, accompagne plus ou moins les frontières linguistiques. Reconnu en 2018 par le Patriarche de Constantinople<sup>1</sup>, ce schisme aggrave un peu plus la séparation de fait avec les régions en guerre.

<sup>1</sup> Pierre Pistoletti, « Le Patriarcat de Constantinople reconnaît l'indépendance de l'Eglise orthodoxe ukrainienne », *Centre*

Le pays est tiraillé encore par des défis politiques et sociaux, comme tous les jeunes pays issus de l'effondrement de l'URSS. Ces républiques qui subissent les relents impérialistes de la Russie Poutinienne, réalisant le grand écart périlleux consistant à maintenir de bonnes relations avec l'Union européenne et la Russie, tout en maintenant une cohésion sociale fragile. Ces embryons de nation toujours bringuebalées entre la capacité militaire et d'influence russe et les exigences de développement économique et démocratique de l'UE. Avec une division sociologique claire, entre les régions urbaines, éduquées, avides d'intégration européenne, et les populations rurales vieillissantes, frontalières de la Russie, accrochées aux valeurs soviétiques et au culte de l'homme fort.

L'Ukraine, peut-être plus que toutes les Babouchkas ex-soviétiques, souffre de ses dépendances. Même si la colonne vertébrale de l'économie du pays demeure l'agriculture. Le premier fournisseur et le premier client de l'Ukraine reste la Russie. C'est elle qui lui fournit les hydrocarbures nécessaires au développement de son industrie basée sur ses ressources minières, somme-toute solides.

Sur le plan militaire, le premier président de l'Ukraine indépendante, cadre du parti communiste de l'Ukraine soviétique, Leonid Kravtchouk a abandonné l'arsenal nucléaire soviétique trop coûteux. Ce choix continue d'impacter durablement l'autonomie stratégique du pays. Nombre de pays voisins ont rejoint l'OTAN, l'Ukraine est, elle, restée dans la zone d'influence russe.

Lorsque le pays a finalement accédé aux marchés de capitaux internationaux et intégré le FMI et la Banque mondiale, il est aussi devenu membre de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Toutes ces institutions financières occidentales participent du financement de la restructuration de l'économie ukrainienne post-soviétique. A chaque crise économique, elle contractera toujours plus de dettes, conditionnées à des réformes structurelles, ce qui la condamne toujours plus aux tiraillements physiques, économiques et mentaux.

## L'INDÉPENDANCE

---

La chute du Mur et l'effondrement de l'Union des Républiques Socialistes et Soviétiques n'ont pas été, pour l'Ukraine, synonymes d'émancipation politique. Le changement des mentalités de tout un pays n'accompagne jamais d'un bloc les événements, aussi radicaux soient-ils. Mais progressivement le pays se rapproche de l'Union européenne, s'adapte à l'économie de marché et le niveau de vie des Ukrainiens s'améliore.

L'un des acteurs de cette embellie économique est Viktor Iouchtchenko. Président de la Banque centrale d'Ukraine de 1993 à 2000, il parvient à instaurer la monnaie nationale, le « hryvnia »<sup>2</sup>, et stabilise l'inflation jusqu'alors galopante, la confiance dans l'économie du

*catholique des médias Cath-Info*, 12 octobre 2018, URL : <https://www.cath.ch/newsf/le-patriarcat-de-constantinople-reconnait-lindependance-de-leglise-orthodoxe-ukrainienne/> ; voir aussi : « Religion et politique: ce qu'il faut savoir sur la nouvelle confrontation entre Kyiv et Moscou, *Ukraine Crisis Media Center*, 21 avril 2018, URL : <https://uacrisis.org/fr/66314-religion-politics-ukraine>

<sup>2</sup> Voir la note sur l'histoire de cette monnaie sur le site de la Banque centrale ukrainienne, URL : <https://bank.gov.ua/en/uah/uah-history>



pays s'installe. Son camp est clair car il a de bonnes relations avec les Etats-Unis où il s'est rendu régulièrement. Le prestige de Viktor Iouchtchenko grandit et il est nommé premier ministre du président conservateur Leonid Koutchma. Il ne restera en poste que quelques mois en raison de sa mésentente notoire avec le président, et sera remplacé en 2001 par celui qui restera son rival pour la décennie à venir, le gouverneur du Donbass, Viktor Ianoukovich.

Iouchtchenko, déposé de son poste de premier ministre, conserve malgré tout une forte popularité auprès des Ukrainiens, ce qui lui permet de créer son parti, « Notre Ukraine », et viser la présidence de la République.

Le président Koutchma, lui, s'empêtre dans les affaires de corruption. L'assassinat et la décapitation du journaliste dissident Gueorgui Gongadze qui choque profondément la population, puis le suicide douteux du ministre de l'Intérieur participent aussi du dégoût croissant des Ukrainiens contre son gouvernement<sup>3</sup>. La place Maïdan est déjà le théâtre des rassemblements contre le régime Koutchma.

## **PORTER DES VÊTEMENTS ORANGES ÉTAIT INTERDIT**

---

L'élection de 2004 opposera donc Viktor Iouchtchenko à Viktor Ianoukovich, les deux favoris. Le premier, proche des Etats-Unis et de l'OTAN, est fort d'un nouveau parti apprécié des Ukrainiens, mais le second, candidat du pouvoir, président du parti des régions, originaire des régions russophones de l'est, jouit aussi d'une sérieuse assise.

Au mois de septembre 2004, alors qu'il dine avec le chef du renseignement de son pays, Iouchtchenko est empoisonné<sup>4</sup>. Il sera soigné dans un hôpital à Vienne et reprendra sa campagne plusieurs semaines plus tard, défiguré. Il gagne alors la popularité suffisante et la certitude de gagner l'élection.

Mais d'innombrables irrégularités lors du dépouillement des votes du second tour, le 21 novembre 2004, mettent le feu aux poudres et initient la Révolution orange, de la couleur de son parti, dont il est le leader évident. Grèves, manifestations et rassemblements sont organisés pour la tenue d'une nouvelle élection. Alors que la situation est particulièrement instable, le 18 novembre, Marielle de Sarnez se rend en Ukraine pour appuyer les partisans qui tiendront la place Maïdan jusqu'à la tenue d'un nouveau second tour. Celui-ci aura finalement lieu le 26 décembre et Viktor Iouchtchenko en sort victorieux.

Sa présidence est marquée par son incapacité à lutter efficacement contre la corruption et ses difficultés à créer les conditions économiques favorables à l'entrée dans l'Union européenne.

<sup>3</sup> « Ukraine. Une "épidémie" de suicides protège l'ancien président Koutchma », *Courrier International*, 8 mars 2005, URL : <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2005/03/07/une-epidemie-de-suicides-protège-l-ancien-president-koutchma>

<sup>4</sup> Christophe Châtelot, « L'empoisonnement de Viktor Iouchtchenko raconté par son médecin », *Le Monde*, 11 juin 2008, URL : [https://www.lemonde.fr/europe/article/2008/06/11/l-empoisonnement-de-viktor-iouchtchenko-raconte-par-son-medecin\\_1056684\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2008/06/11/l-empoisonnement-de-viktor-iouchtchenko-raconte-par-son-medecin_1056684_3214.html)

## EUROMAÏDAN

---

Son rival en profite. Après la victoire aux élections législatives de 2006, il reprend le poste de premier ministre et prépare les conditions de sa propre élection à la présidence en 2010.

Ianoukovitch tient la position délicate d'être favorable au rapprochement avec la Russie tout en poursuivant les démarches d'adhésion à l'UE. Position qu'il tiendra jusqu'en 2013. Au mois de novembre, il refuse de signer un accord de libre-échange avec l'Union, pourtant largement plébiscité par la population.

Une nouvelle fois, les Ukrainiens bravent le froid et se rassemblent pour protester place Maïdan. Beaucoup brandissent fièrement le drapeau européen, et certains scandent le slogan : « Україна - частина Європи - l'Ukraine fait partie de l'Europe ».

Ces manifestations et l'occupation de la place sont alors réprimées de manière disproportionnée. Les projecteurs du monde entier se braquent une nouvelle fois sur l'Ukraine, théâtre de l'affrontement est-ouest. La place de l'Indépendance est alors occupée constamment et massivement. En décembre 2013, quelques semaines après les premières répressions, Marielle de Sarnez, accompagnée de Bernard Lehideux et Nathalie Griesbeck, se rend place Maïdan soutenir cette révolution baptisée maintenant par les Ukrainiens « Révolution de la dignité ».

Quelques jours plus tard, le 10 décembre, Catherine Ashton, cheffe de la diplomatie européenne, se rendra à Kiev tenter de convaincre Ianoukovitch de signer l'accord de libre-échange aux origines de la contestation<sup>5</sup>. C'est le jour que le président ukrainien choisit pour durcir la répression. On assiste à une escalade de la violence jusqu'en février de l'année suivante. On dénombre plus d'une centaine de morts<sup>6</sup>.

C'est dans une tout autre atmosphère que Marielle se rend une nouvelle fois à Kiev en ce mois de février 2014. La police et les milices du Berkout tirent alors à balles réelles, et place Maïdan, dans une « ambiance de mort » selon sa plus proche conseillère qui l'accompagnait, elle se fait représentante de toute l'Europe pour dire aux Ukrainiens : « *votre combat est juste, accrochez-vous à la liberté* ».

Vêtue d'un gilet par balle, elle se rendra de la place jusqu'à l'hôpital de fortune monté dans le Monastère Saint-Michel où les blessés sont acheminés<sup>7</sup>.

Le président Ianoukovitch fuit sous la pression populaire et internationale le 22 février. Il trouvera refuge en Russie, et de nouvelles élections seront tenues au mois de mai 2014. Entre temps, la vacance du pouvoir pousse des groupes séparatistes appuyés par la Russie dans le Donbass, et la Russie elle-même en Crimée, à envahir ces régions frontalières.

<sup>5</sup> « Ashton: Ukraine 'Intends to Sign' Agreement with EU », *Voice of America News*, 12 décembre 2013, URL : <https://www.voanews.com/europe/ashton-ukraine-intends-sign-agreement-eu>

<sup>6</sup> « Ukraine : les événements de la place Maïdan en direct », *Arte*, 19 février 2014, URL : <https://info.arte.tv/fr/ukraine-les-evenements-de-la-place-maidan-en-direct>

<sup>7</sup> Au retour de son voyage en Ukraine, Marielle de Sarnez s'est exprimée devant le Parlement européen le 26 février 2014 : cf. [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CRE-7-2014-02-26-INT-3-744-000\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CRE-7-2014-02-26-INT-3-744-000_FR.html)

## L'OCCUPATION

---

En Crimée, suite à l'invasion russe est organisé un referendum de réunification à la Fédération de Russie. Il sera largement plébiscité le 16 mars 2014<sup>8</sup>. Quant au conflit dans le Donbass, il perdure jusqu'à aujourd'hui, sans nul doute toujours avec la participation active de la Russie et du président ukrainien déchu et ancien gouverneur de la région Viktor Ianoukovitch.

Il n'y a aucune solution politique et diplomatique à ce conflit en perspective. L'Europe tante toujours de maintenir une position de principe et des sanctions suite à l'invasion russe, mais le bras de fer est congelé en l'état. Le pays semble irréconciliable.

\*

\* \*

Le peuple ukrainien aura démontré son courage et sa détermination pour la liberté. Et Marielle de Sarnez aura été présente, à leurs côtés, dans les moments les plus importants de leur histoire politique récente. Elle ne verra pas l'Ukraine libre et européenne pour laquelle des centaines d'entre eux ont perdu la vie et que des millions d'entre eux continuent à appeler de leurs vœux. Elle aura participé activement et courageusement à ce rapprochement inéluctable, en incarnant simplement et directement l'Europe et ses valeurs.

*L'auteur tient à remercier Alexandra Leuliette, Nathalie Griesbeck, Maud Gatel et Anna Timush d'avoir partagé avec lui leurs souvenirs de Marielle de Sarnez et de l'Ukraine lors de la préparation de cet article.*

<sup>8</sup> « Crimée: le Parlement proclame l'indépendance », *Challenges*, 17 mars 2014, URL : [https://www.challenges.fr/economie/referendum-en-crimee-le-oui-l-emporte-a-95-5\\_11845](https://www.challenges.fr/economie/referendum-en-crimee-le-oui-l-emporte-a-95-5_11845)

---

# MARIELLE DE SARNEZ, UNE EUROPÉENNE ENGAGÉE POUR L'AVENIR DÉMOCRATIQUE DE LA SYRIE

PAR PIERRE-ANDRÉ HERVÉ ET LOUIS VUILLET

*« Monsieur le Président, quel rôle doit jouer l'Europe dans des pays dont les régimes sont mis en cause par les peuples, mais dont les dirigeants restent sourds aux appels réitérés à plus de démocratie, à de vraies réformes structurelles et à un développement plus juste ? Voilà la question qui nous est posée ! Il y a pour moi une première réponse. Elle est d'urgence. L'Union doit peser de tout son poids en utilisant tout l'arsenal de sanctions dont elle dispose pour obtenir l'arrêt de la répression, la libération immédiate des prisonniers politiques et des journalistes. Elle doit*



*soutenir la mise en place d'une commission d'enquête indépendante sur les faits commis et appeler à une session spéciale du Conseil des droits de l'Homme. Sur le moyen terme, je crois qu'il nous faut revoir en profondeur nos relations avec ces pays. L'Union européenne doit désormais s'afficher comme étant clairement du côté des opinions publiques, du côté des peuples et non des pouvoirs en place. À cette fin, l'Union doit instituer et conduire un dialogue permanent avec toutes les forces de la société civile, avec tous ceux qui veulent faire émerger la démocratie et les responsables des oppositions. »*<sup>1</sup> Ainsi s'exprimait l'eurodéputée Marielle de Sarnez lors d'un débat organisé au Parlement européen le 6 avril 2011 à propos de la situation en Syrie, à Bahreïn et au Yémen, trois pays traversant alors ce qu'on appelait déjà les Révolutions arabes ou le Printemps arabe. Beaucoup d'eau, d'encre et, malheureusement, de sang ont coulé depuis cette déclaration et ces événements. Dix années ont passé, des centaines de milliers de personnes ont été tuées en Syrie en particulier, des millions d'autres réfugiées ou déplacées, des dizaines de milliers continuent de croupir en prison dans des conditions sordides, tandis que les destructions matérielles sont considérables. Pendant ce temps, le régime dictatorial de Bachar Al-Assad, dont la responsabilité dans ce désastre est écrasante, a non seulement tenu mais il reprend progressivement le cours de sa vie autrefois habituelle, aussi bien ses relations diplomatiques que sa façade démocratique à l'image des récentes « élections » présidentielles<sup>2</sup>. Face à l'évolution tragique de la situation en Syrie, face à la résilience du

<sup>1</sup> Prise de parole de Marielle de Sarnez lors du débat du 6 avril 2011 au Parlement européen sur la déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Ashton, sur la situation en Syrie, à Bahreïn et au Yémen, URL : [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CRE-7-2011-04-06-ITM-013\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CRE-7-2011-04-06-ITM-013_FR.html)

<sup>2</sup> Selon un communiqué daté du 28 mai 2021 de l'agence nationale de presse syrienne SANA, Bachar Al-Assad, réélu président, a obtenu plus de 95% des voix, avec un taux de participation de plus de 78% des 18 millions d'électeurs inscrits, des chiffres très peu crédibles au regard de la situation démographique du territoire restant aujourd'hui sous contrôle du régime syrien, URL : <http://sana.sy/en/?p=235531>

régime d'Al-Assad, à la mobilisation en sa faveur de l'Iran et de la Russie, à l'émergence, sur ce terreau fertile, de mouvements djihadistes aux ramifications internationales, l'Europe s'est révélée bien impuissante. Elle a payé le prix à la fois de sa proximité géographique et de cette impuissance politique, en subissant l'afflux massif de réfugiés syriens (et le chantage aux réfugiés de la Turquie), la pression accrue sur d'autres fronts d'une Russie ragaillardie et plusieurs attentats terroristes. Ce démenti par les faits des aspirations exprimées en 2011 par Marielle de Sarnez invalide-t-il ces aspirations ? Faut-il considérer comme fatales aussi bien la marginalisation géopolitique de l'Europe que celle de ses valeurs humanistes et démocratiques ? Faut-il regarder avec dédain ou ironie l'empressement qui fut celui de beaucoup d'Européens en cette année 2011 à condamner sans ambages les violations éhontées, par le régime syrien et ses homologues d'autres pays de la région, des droits humains les plus fondamentaux et à demander des comptes, des sanctions ? Au contraire, il faut rendre hommage à ceux, dont Marielle de Sarnez, qui ont continué malgré les vents contraires, à s'intéresser au sort des Syriens, avec humanité et sens de la justice, mais sans naïveté, par souci d'efficacité de l'action politique. Le parcours de cette figure engagée du Centre français et européen, ses prises de position et ses actions régulières en lien avec la crise syrienne dessinent une feuille de route qui nous semble judicieuse, malgré tout.

## LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE

---

N'oublions jamais le courage de ces Syriens, de ces Arabes, qui dans les mois suivant l'immolation du Tunisien Mohamed Bouazizi ont voulu, avec des moyens pacifiques, hâter le changement politique de cette région jusque-là politiquement figée dans l'autoritarisme le plus pathétique. Ce courage et l'événement historique qu'il a rendu possible ont soulevé l'enthousiasme de tous les démocrates à travers la planète. Marielle de Sarnez en était, elle qui a soutenu, dès les premières semaines, on l'a vu, les aspirations des Syriens au respect de leur dignité, à la liberté, à la justice, et condamné sans ambiguïté le régime de Damas (opposée en 2008 au Président Nicolas Sarkozy lorsque celui-ci avait invité Bachar Al-Assad aux célébrations du 14-Juillet<sup>3</sup>, elle n'avait pas pour cela besoin de passer par quelques contorsions). La démocratie n'est pas réservée à l'Occident, le monde arabe n'est pas voué à rester sous l'emprise de régimes autoritaires, l'expression libre des peuples de la région n'est pas une menace pour la stabilité et la sécurité de l'Europe et de son voisinage, telles sont les convictions des démocrates, contre la pratique « réaliste » de tant d'Etats y compris occidentaux prêts à toutes les concessions par peur des dynamiques des sociétés civiles, et contre l'assignation essentialiste des pays musulmans à résidence non-démocratique. L'exemple de l'intervention américaine en Irak en 2003, contre-modèle par excellence de la promotion des droits de l'Homme et de la démocratie, n'est pas suffisant pour disqualifier le principe d'universalité des droits de l'Homme et de la démocratie, au cœur de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH) adoptée en 1948, à Paris, par 48 des 58 États Membres qui constituaient alors l'Assemblée générale de l'ONU, parmi lesquels, rappelons-le, la Syrie, l'Iran, la Chine ou la Turquie<sup>4</sup>. Seule la façon de les promouvoir est ici en cause.

<sup>3</sup> Interview de Marielle de Sarnez, *Le Figaro*, 8 juillet 2008, URL : <https://www.lefigaro.fr/le-talk/2008/07/08/01021-20080708ARTWWW00458-sarnez-.php>

<sup>4</sup> Aucun État-membre ne s'est opposé à cette déclaration, mais 8 États se sont abstenus dont l'URSS, ancêtre de l'actuelle

## LA MISSION DE L'EUROPE

---

La France, par sa Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen et à travers la figure de René Cassin, grand résistant devenu rapporteur du projet de DUDH, a joué un rôle central dans l'élaboration de ce document fondamental. Depuis, l'Europe s'est construite autour des mêmes valeurs humanistes et démocratiques de dignité, de liberté, d'égalité, de solidarité, de citoyenneté et de justice, aujourd'hui précisées dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, proclamée en 2000. Elle s'est mobilisée pour les défendre et les promouvoir avec les seules armes de la conviction et du droit, dans le respect de l'histoire de chacun. Les démocrates français et européens poursuivent aujourd'hui cette noble mission.

En novembre 2011, lors d'une réunion de l'Alliance mondiale des démocrates, aux côtés de Burhan Ghalioun, alors président du Conseil national de transition syrien, Marielle de Sarnez précisait encore cette mission à propos des transitions démocratiques initiées dans le monde arabe : *« L'Europe doit être un acteur fiable et prendre toute sa part dans cet accompagnement [des transitions démocratiques]. Il faut que l'Europe aborde la question des révolutions avec humilité car souvent les Etats ont eu des relations étroites avec ces anciens régimes (...). Il nous faut réfléchir ensemble au système de veto de l'ONU, il est invraisemblable que les autorités ne condamnent pas lorsque la mort est quotidienne (...). Il faut un partenariat sincère avec les pays de la Méditerranée. Nous devons avoir des relations avec les dirigeants mais aussi avec les peuples. Il faut mener une réflexion sur les valeurs universelles (laïcité, droit des femmes...) et à chacun en revanche de construire sa propre histoire »*<sup>5</sup>.

Les années suivantes, alors que l'ONU et l'Union européenne se trouvaient de plus en plus isolées sur le terrain diplomatique, que leurs valeurs étaient toujours plus foulées au pied, d'autant plus que les Etats-Unis eux-mêmes s'en détournèrent de plus en plus, Marielle de Sarnez n'a pas cessé d'appeler au sursaut des dirigeants européens pour relever le flambeau de ces valeurs et doter l'UE des moyens diplomatiques et de défense nécessaires à leur affirmation<sup>6</sup>.

## LA QUESTION DES RÉFUGIÉS

---

Cet espoir de voir l'Union européenne agir en Méditerranée avec humilité certes mais vigueur, imagination et constance, elle l'a aussi porté sur le terrain des migrations. Dès 2012, avec ses collègues du groupe des libéraux et démocrates au Parlement européen, elle s'inquiétait du faible degré d'anticipation par les autorités européennes de l'afflux

Russie, et l'Arabie saoudite. Précisons toutefois que les régimes politiques de la Syrie, de la Chine et de l'Iran ont singulièrement évolué depuis 1948. Le compte-rendu des débats et le détail des votes sont accessibles sur le site de l'ONU, notamment ici : <https://undocs.org/en/A/PV.183>

<sup>5</sup> Compte-rendu du Congrès du Parti démocrate européen, à Rome, les 10 et 11 novembre 2011, Mouvement démocrate, 4 janvier 2012, URL : <https://www.mouvementdemocrate.fr/archives/congres-du-pde-rome-un-chemin-pour-sortir-de-la-crise-image-43-image>

<sup>6</sup> Voir, par exemple, cet extrait de la lettre d'information mensuelle de Marielle de Sarnez, décembre 2016, URL : <https://www.mouvementdemocrate.fr/archives/face-la-tragedie-syrienne-lue-doit-se-doter-de-moyens-diplomatiques-et-de-defense-de-ses>

prévisible de réfugiés depuis la Syrie<sup>7</sup>. Cette inquiétude malheureusement confirmée lors de la crise migratoire de 2015, elle ne cessera par la suite de dénoncer leur manque d'anticipation. A l'occasion de cette crise migratoire, dont elle témoigne au retour d'une mission dans les Balkans à la rencontre des réfugiés à la fin de l'été 2015<sup>8</sup>, elle rappelle que cet afflux des migrants est l'affaire de tous et demande qu'on mette enfin en place le contrôle commun des frontières extérieures de l'Union, à travers par exemple la constitution d'un corps bien doté de garde-côtes européen, et la nécessaire politique migratoire et d'asile commune, fondée sur une double solidarité envers les migrants eux-mêmes et entre États européens, au profit en particulier de ceux (la Grèce, l'Italie, etc.) qui, isolés en première ligne, font directement et difficilement face à cet afflux<sup>9</sup>. Cette dénonciation, ces principes et ces idées, Marielle de Sarnez les réitérera et développera encore en 2018, dans son rapport pour avis, rédigé au nom de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi du gouvernement français « pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif »<sup>10</sup>. Un rapport dans lequel elle défend une approche globale des migrations, attentive à leurs causes structurelles, soucieuse du parcours de vie des migrants, mais ferme quant au respect de l'Etat de droit, qui conditionne l'acceptation des migrants par les communautés d'accueil.

## FACE À LA NOUVELLE GÉOPOLITIQUE DU CONFLIT SYRIEN

---

A partir de l'année 2013, les motifs d'espoir dans une sortie de la crise syrienne se sont largement évanouis. La Révolution de 2011 s'est enlisée, sous l'effet du jusqu'au-boutisme du régime d'Al-Assad, et a bientôt pris la forme d'une terrible guerre civile, opposant un nombre croissant de factions liées aux forces d'Al-Assad, aux oppositions démocratiques à ce dernier et aux mouvements islamistes radicaux de plus en plus présents, chacune bénéficiant du soutien de parrains régionaux et internationaux, aux premiers rangs desquels l'Iran, la Russie, la Turquie, les pays du Golfe et les Etats-Unis. Parallèlement, les processus diplomatiques se trouvaient bloqués par la complexité des rapports de forces. Tandis que les Occidentaux refusaient *in extremis* de sanctionner militairement à l'été 2013 le régime d'Al-Assad après son usage avéré d'armes chimiques contre sa propre population, la nouvelle menace plus directe représentée par la spectaculaire montée en puissance de l'organisation djihadiste de l'Etat islamique les conduisit cette fois à former courant 2014 une coalition militaire contre cette dernière. En 2016, un an après les terribles attentats de Paris (en janvier et novembre 2015) commis par des cellules affiliées à l'Etat islamique et à Al-Qaïda, Marielle de Sarnez analysait de manière forte et claire la

<sup>7</sup> Question parlementaire de Marielle de Sarnez et 13 autres membres du groupe ALDE à la Commission européenne, 18 octobre 2012, URL : [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/O-7-2012-000172\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/O-7-2012-000172_FR.html)

<sup>8</sup> Interview de Marielle de Sarnez, *Europe 1*, 17 septembre 2015, URL : <https://www.europe1.fr/emissions/L-invite-d-Europe-1-Nuit/sarnes-les-syriens-fuient-autant-daech-que-bachar-el-assad-2516051>

<sup>9</sup> Voir notamment sa tribune dans le *Huffington Post*, le 20 mai 2015, où elle esquisse une politique migratoire commune fondée sur 7 idées et principes, URL : [https://www.huffingtonpost.fr/marielle-de-sarnes/comment-agir-pour-une-meilleure-politique-migratoire\\_b\\_7313278.html](https://www.huffingtonpost.fr/marielle-de-sarnes/comment-agir-pour-une-meilleure-politique-migratoire_b_7313278.html)

<sup>10</sup> Rapport pour avis de Marielle de Sarnez sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif, Assemblée nationale, 28 mars 2018, URL : [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion\\_afetr/l15b0821\\_rapport-avis](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/l15b0821_rapport-avis)

nouvelle tournure géopolitique du conflit syrien en dénonçant la stratégie du régime d'Al-Assad et de son allié russe qui consistait à détruire toute opposition légitime pour mieux s'imposer cyniquement comme seul « rempart » face à l'Etat islamique<sup>11</sup>. En réalité, ce dernier se révélait l'allié objectif aussi bien de l'axe syro-russe que de la Turquie, au détriment de la société civile et des oppositions démocratiques, débordées par les mouvements islamistes plus radicaux et mieux soutenus, et des forces kurdes, honnies par la Turquie, qui apparaissaient désormais comme les seules forces locales réellement engagées contre l'Etat islamique. Marielle de Sarnez n'en défendait pas moins la priorité donnée à la lutte contre l'Etat islamique et les autres groupes djihadistes sur la base du rejet absolu, largement partagé, d'une idéologie totalisante mortifère, destructrice de la diversité ethnique et religieuse qui fait la richesse plurimillénaire du Moyen-Orient. A ses yeux, cette lutte devait cependant non seulement inclure un volet militaire, légitimé par le mandat onusien, mais aussi la stabilisation de la situation en Syrie et la concrétisation d'une solution politique permettant de consolider l'Etat syrien sur une base démocratique<sup>12</sup>.

## LA QUESTION DES MINORITÉS ET LE COMBAT DES KURDES CONTRE L'ETAT ISLAMIQUE

---

Quoique sensible au triste sort des minorités religieuses, notamment chrétiennes, du Moyen-Orient (dès octobre 2011, elle cosignait une proposition de résolution du Parlement européen de soutien aux communautés chrétiennes de Syrie et d'Egypte<sup>13</sup>), Marielle de Sarnez ne s'est pas laissée prendre au piège tendu par une certaine droite française qui consiste à soi-disant défendre les minorités persécutées pour mieux s'en prendre à l'islam et faire le jeu des Etats autoritaires. De ce piège les chrétiens d'Orient eux-mêmes sont les premières victimes, car leur unique espoir repose sur leur bonne intégration au sein de communautés nationales à majorité musulmane, dont ils sont parties prenantes depuis plus d'un millénaire. En revanche, Marielle de Sarnez s'est engagée franchement en soutien des forces kurdes en lutte contre l'Etat islamique et porteuses en Syrie d'un projet politique qui, en dépit de limites importantes, accorde aux femmes des responsabilités sans équivalent dans la région. Fin mai 2019, elle a conduit une délégation de parlementaires français dans le Kurdistan syrien pour « *exprimer [sa] reconnaissance à tout le monde dans cette région, en particulier aux combattants qui se sont battus contre la barbarie* »<sup>14</sup>. Accompagnée de l'écrivain-aventurier Patrice Franceschi, auteur de plusieurs livres rendant hommage aux combats des Kurdes de Syrie<sup>15</sup>, et de

<sup>11</sup> Extrait de la lettre d'information mensuelle de Marielle de Sarnez, décembre 2016, *op. cit.*

<sup>12</sup> Voir par exemple l'entretien de Marielle de Sarnez, devenue ministre des Affaires européennes, avec RTL le 4 juin 2017, URL : <https://www.vie-publique.fr/discours/202943-extraits-dun-entretien-de-mme-marielle-de-sarnez-ministre-des-affaires>

<sup>13</sup> Proposition de résolution commune du Parlement européen sur la situation en Égypte et en Syrie, en particulier pour les communautés chrétiennes, adoptée le 27 octobre 2011, URL : [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/RC-7-2011-0542\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/RC-7-2011-0542_FR.html)

<sup>14</sup> Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde de Paris, n°411, juin 2019, URL : <https://www.institutkurde.org/publications/bulletins/411.html>

<sup>15</sup> Voir l'hommage rendu par Patrice Franceschi à Marielle de Sarnez dans ce numéro, pp. 12-14.



Khaled Issa, représentant en France de l'Administration autonome du Rojava, elle a notamment visité le cimetière des combattantes tombées à Kobanê et la ville de Raqqa, ancienne « capitale » syrienne de l'Etat islamique libérée en octobre 2017 par les « Forces démocratiques syriennes » (FDS) à dominante kurde. Quelques mois plus tard, le 30 octobre 2019, sa proposition de résolution condamnant l'offensive turque contre les forces kurdes du nord-est de la Syrie et affirmant le soutien indéfectible de la représentation nationale française aux FDS était votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale<sup>16</sup>.

\*

\* \*

Dix ans après le soulèvement optimiste de la Révolution syrienne, la Syrie est un pays profondément meurtri, fragmenté et occupé par des puissances régionales et internationales non-européennes (Russie, Iran, Turquie, Etats-Unis, Israël)<sup>17</sup>. L'Europe voisine peut au contraire s'honorer d'être le principal pourvoyeur d'aide humanitaire du peuple syrien (les cinq conférences de Bruxelles ont à chaque fois permis de lever plusieurs centaines de millions d'euros à cette fin). Alors que des centaines de Syriens ou d'amis de la Syrie documentent depuis le début du conflit les crimes commis dans le pays, des tribunaux de pays européens commencent aussi à poursuivre et condamner des membres du régime syrien et d'organisations djihadistes suspectés de crimes de guerre ou de crime contre l'humanité<sup>18</sup>, levant un peu de l'impunité dont ceux-ci se prévalaient jusque-là et ranimant le mince espoir d'une paix dans la justice pour la Syrie future. Cependant, l'Europe s'est révélée incapable de peser dans le jeu géopolitique et diplomatique pour accélérer la solution politique tant attendue et elle a géré avec beaucoup de difficultés les conséquences notamment migratoires de cette crise. C'est moins l'Europe en soi qu'il faut critiquer ici que l'absence d'Europe unie et organisée sur ces enjeux déterminants.

Soutenir toutes les personnes qui luttent pour leur dignité d'hommes et de femmes libres dans un cadre démocratique, contre la violence et le cynisme des dictatures comme des fondamentalismes religieux, convaincre de la nécessité d'une Europe forte de ses valeurs humanistes et démocratiques, dotée d'une véritable capacité d'anticipation des risques, de défense face à ces risques, de contrôle de ses frontières et de ses flux migratoires en particulier, actrice géopolitique capable de peser dans les rapports de force internationaux au nom et au profit de ses valeurs universelles, telle est la feuille de route dessinée par Marielle de Sarnez. Honorer sa mémoire, c'est vouloir poursuivre cette feuille de route.

<sup>16</sup> Résolution de l'Assemblée nationale portant sur la condamnation de l'offensive militaire turque dans le Nord-Est syrien, adoptée le 30 octobre 2019, URL : [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15t0346\\_texte-adoptee-seance](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15t0346_texte-adoptee-seance)

<sup>17</sup> L'Institute for the Study of War (ISW), basé à Washington, propose une veille cartographique régulière sur la situation politique et militaire en Syrie, voir par exemple son rapport de situation de mars-avril 2021 ici : <http://www.understandingwar.org/sites/default/files/SYRIA%20SITREP%20MAR%2022-APR%202019.pdf>

<sup>18</sup> Stéphanie Maupas et Madjid Zerrouky, « Le long combat contre l'impunité des criminels du régime de Bachar Al-Assad », *Le Monde*, 18 mars 2021, URL : [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/18/le-long-combat-contre-l-impunite-des-criminels-du-regime-syrien\\_6073535\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/18/le-long-combat-contre-l-impunite-des-criminels-du-regime-syrien_6073535_3210.html)

---

# LES INTÉRÊTS EUROPÉENS AU CŒUR : LA PENSÉE DE MARIELLE DE SARNEZ AU PRISME DES RELATIONS SINO-EUROPEENNES

PAR KÔICHI COURANT

« Arrêtons d'être naïfs avec la Chine ! » Le 2 avril 2012, en pleine campagne présidentielle française, l'eurodéputée centriste Marielle de Sarnez signait une tribune offensive dénonçant le déséquilibre des relations entre l'Union européenne et la Chine<sup>1</sup>. Le lendemain, son ancien compagnon de route politique et ex-Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin, sinophile reconnu, répondait par le questionnement suivant : « Et si on s'inspirait de la Chine plutôt que d'en avoir peur ? »<sup>2</sup>. A travers cet échange d'articles d'opinion, deux visions des relations internationales s'opposent et se complètent : tantôt acceptantes de différences essentielles de valeurs et d'intérêts, tantôt doublées d'une exigence de réciprocité.



C'est dans cette dernière logique que le 20 avril 2012, Marielle de Sarnez a présenté un « Rapport sur l'UE et la Chine : l'échange inégal ? »<sup>3</sup> dont l'exposé des motifs se termine par ce paragraphe :

*« Il s'agit pour nous, non seulement de défendre le modèle d'une économie sociale de marché, ouverte mais exigeante en matière de réciprocité et protectrice de l'intérêt des Européens, mais aussi de promouvoir et de défendre notre conception du développement, de la démocratie et des droits de l'Homme. Car nous croyons que le progrès social et économique est intimement lié à l'instauration d'institutions démocratiques. »*

En outre, cette exigence a été publiquement réaffirmée le 23 mars 2013, puisque Mme de Sarnez a estimé, sur Radio France International, que les relations entre l'Union européenne et la Chine ne pouvaient « plus durer comme ça »<sup>4</sup>. En pratique, elle formulait

<sup>1</sup> Marielle de Sarnez, « Arrêtons d'être naïfs avec la Chine ! », *Atlantico*, 1er avril 2012, URL : <https://atlantico.fr/article/decryptage/arretons-etre-naifs-avec-la-chine-rapport-equilibre-union-europeenne-marielle-de-sarnez>

<sup>2</sup> Jean-Pierre Raffarin, « Et si on s'inspirait de la Chine plutôt que d'en avoir peur ? », *Atlantico*, 1er avril 2012, URL : <https://atlantico.fr/article/decryptage/les-jeunes-chinois-travaillent-15-heures-par-jour-et-sont-heureux-jean-pierre-raffarin>

<sup>3</sup> Marielle de Sarnez, *Rapport sur l'UE et la Chine : l'échange inégal ?* (A7-0141/2012), Parlement européen, 2012, p. 17, URL : [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-7-2012-0141\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-7-2012-0141_FR.pdf)

<sup>4</sup> « Marielle de Sarnez : L'Union européenne doit équilibrer ses relations avec la Chine », *Mouvement Démocrate*, 23 mars 2013, URL : <https://www.mouvementdemocrate.fr/archives/lunion-europeenne-doit-equilibrer-ses-relations-avec-la-chine-image-826-image>

alors une série de propositions en faveur d'un « rééquilibrage » des échanges dans le respect tant des intérêts que des valeurs morales de l'Union européenne. A la question de savoir si la démocratie et les droits de l'Homme sont un produit d'exportation de l'Europe, elle affirmait ainsi :

*« Je crois profondément qu'il y a des valeurs universelles. Je crois profondément que les valeurs françaises que nous portons, des droits de l'Homme, sont des valeurs qui valent pour le monde entier, y compris pour la Chine et pour les Chinois. J'espère que l'avènement des classes moyennes en Chine, la montée inéluctable du niveau de vie, permettront demain de porter des exigences démocratiques, de libertés individuelles, de droits supplémentaires. C'est très important. »*

## UNE EXIGENCE CONFORTÉE PAR L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

---

Il est indéniable que la réussite économique de la Chine suscite intérêts, fascinations et peurs ; autant quant à son poids général dans l'espace des relations internationales où la France et l'Union européenne évoluent que dans nos échanges particuliers avec cette puissance. La vision de Marielle de Sarnez prend aujourd'hui d'autant plus de valeur que celle-ci nous a quittés au moment où l'actualité internationale donne à voir un positionnement de la Chine, semblant assurée de sa puissance, qui réactualise la méfiance, sinon la défiance, vis-à-vis d'un partenariat franc de ce pays avec l'Union européenne eu égard aux exigences de réciprocité des échanges et de respect des droits de l'Homme.

### *L'ÉCONOMIE SOCIALISTE DE MARCHÉ COMME OBSTACLE CONSTANT AUX RELATIONS COMMERCIALES ÉQUILIBRÉES*

La mise en garde issue du rapport de Marielle de Sarnez d'avril 2012, portant sur les différences fondamentales de fonctionnement des économies européenne et chinoise et les risques induits par une coopération économique « naïve », paraît en effet confirmée tant par l'interventionnisme dirigiste de la Chine que par ses pratiques apparentes de laisser-faire (tant qu'elles servent l'intérêt du pays) qui effraient les investisseurs occidentaux et nuisent à la conclusion de rapports marchands francs. Aucune réelle évolution libérale n'a ainsi eu lieu depuis 2012 : le régime chinois continue d'exercer un contrôle ferme sur son économie et sa société. De manière symptomatique, la récente reprise en main du marché de l'éducation privée sous des motifs politiques<sup>5</sup> et la mise au pas de dirigeants d'entreprise<sup>6</sup> font figures de signaux de renforcement de cette tendance.

<sup>5</sup> Franck Joselin, « Les nouvelles règles de Pékin font dérailler les actions chinoises », *L'AGEFI*, 27 juillet 2021, URL : <https://www.agefi.fr/financements-marches/actualites/quotidien/20210727/nouvelles-regles-pek-in-font-derai-ller-actions-325535>

<sup>6</sup> A l'instar du fondateur d'Alibaba, pourtant géant du e-commerce mondial, dont la disparition subite est suspectée d'être liée à sa critique du régime ; voir : « Jack Ma, le fondateur d'Alibaba disparu depuis trois mois, réapparaît en public », *France 24*, 20 janvier 2021, URL : <https://www.france24.com/fr/asia-pacifique/20210120-jack-ma-le-fondateur-d-alibaba-disparu-depuis-octobre-r%C3%A9appara%C3%Aet-en-public>

*A contrario*, dans un apparent paradoxe, le régime chinois apparaît très libéral quant aux agissements de ses acteurs économiques pourtant contraires à ses engagements internationaux - à l'exemple des flottilles de pêches industrielles repérées dans les zones économiques exclusives étrangères dans une apparente bienveillance du régime - se contentant de réfuter ces agissements<sup>7</sup>. En miroir, l'alignement avec le régime, sinon le contrôle par ce dernier, du « secteur privé » lui permet de mobiliser directement sa marine marchande et sa flottille de pêche dans des actions agressives de déploiement de puissance sous couvert de « déni plausible » d'engagement gouvernemental<sup>8</sup> et donc sa responsabilité directe. Ces dernières actions, conformes à la logique d'une doctrine guerrière « hors limites »<sup>9</sup> mêlant moyens militaires et non militaires pour atteindre un objectif stratégique, apparaissent particulièrement contraires à l'idéal, dicté par le libéralisme économique, d'un accueil du « secteur privé » chinois sur le territoire, ou à proximité des intérêts stratégiques, des nations européennes.

### *LA CONCEPTION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME, PIERRE D'ACHOPPEMENT DES RELATIONS SINO-EUROPEENNES*

Clé de voûte des valeurs portées par Marielle de Sarnez, l'universalisme des droits de l'Homme est directement remis en question par les positions internes et externes du Parti communiste chinois (PCC). Dans ce domaine, l'analyse du discours de Xi Jinping devant le sommet du PCC et des partis politiques mondiaux est particulièrement limpide quant à son relativisme. En effet, sous couvert d'un « droit au développement » et du principe selon lequel il existerait « plusieurs moyens de réaliser la démocratie », l'universalisme des principes tels que définis dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme est battu en brèche. La Chine substitue une vision collectiviste et relativiste<sup>10</sup> à une vision individualiste des droits de l'Homme, en ce que le moyen d'atteindre les valeurs « universelles » est défini par le collectif du parti. Il est à relever par ailleurs que ce particularisme chinois visant à présenter les partis politiques comme les interlocuteurs privilégiés et les porteurs de la transformation des sociétés est en décalage profond avec les réflexions en Occident relatives à l'existence d'une vie politique dans des collectivités en dehors des partis. Aussi, pour le régime, les positions du parti majoritaire, présenté

<sup>7</sup> Liselotte Mas, « Une flotte géante de navires chinois pêche en bordure des Galapagos, ONG et habitants lancent l'alerte », *France 24*, 6 août 2020, URL : <https://observers.france24.com/fr/20200806-equateur-galapagos-flotte-chinoise-peche-alerte-environnement> ; Ian Urbina, « La pêche chinoise illégale sinistre les eaux coréennes », *Libération*, 21 août 2020, URL : [https://www.liberation.fr/terre/2020/08/21/la-peche-chinoise-illegale-sinistre-les-eaux-coreennes\\_1797447/](https://www.liberation.fr/terre/2020/08/21/la-peche-chinoise-illegale-sinistre-les-eaux-coreennes_1797447/)

<sup>8</sup> Grégory Bouvet, « La quatrième marine chinoise : la flotte marchande de Pékin », *Défense et Sécurité Internationale*, juillet 2020

<sup>9</sup> Kôichi Courant, « De "Achtung-Panzer!" à "La guerre hors limites" : vers une nouvelle étrange défaite ? », *Revue du Cercle Agénor*, décembre 2018, URL : <https://www.cercle-agenor.org/static/CercleAgenor-2018-12.pdf>

<sup>10</sup> « [...] tous les peuples aspirent aux valeurs universelles tels que la paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie, et la liberté. Motivé par un sens aigu de responsabilité pour l'avenir de l'humanité, nous [les partis politiques] devons, en tant que promoteurs des valeurs universelles de l'humanité, apprécier dans un esprit ouvert les diverses interprétations de ces valeurs par différentes civilisations, et respecter les voies empruntées par chaque pays pour réaliser ces valeurs, permettant ses illustration concrète dans la réalisation des intérêts de nos peuples. », extrait traduit de l'allocution du 6 juillet 2021 de Xi Jinping au Sommet du PCC et des partis politiques mondiaux.

comme gardien de l'intégrité du tissu social, prévalent sur toute conception prédéterminée de la démocratie et des droits de l'Homme, qualifiée d'occidentale. Or, à entendre Jean-Pierre Raffarin auditionné par la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale le 25 septembre 2018<sup>11</sup> - notamment sur la question du respect de la conception occidentale des droits de l'Homme comme prérequis dans toute discussion avec le régime chinois - l'unité nationale (telle que définie par le parti) se doit d'être comprise comme la pierre angulaire de la politique nationale de la Chine primant toute autre préoccupation.

Par voie de conséquence dans les relations extérieures de la Chine, cette primauté emporte le refus de tout commentaire étranger, officiel comme universitaire, relatif à la violation alléguée des droits de l'Homme : à l'instar des accusations à l'encontre du traitement des Ouïghours<sup>12</sup>, de la répression des manifestations de 2019-2020 à Hong Kong<sup>13</sup> ou plus récemment de la condamnation à mort en l'absence du respect du droit de la défense de ressortissants canadiens<sup>14</sup> qui toutes ont fait l'objet de prises de positions véhémentes des autorités et du corps diplomatique chinois contre une ingérence jugée inacceptable dans les affaires internes. Plus encore, et bien au-delà de ces quelques exemples symptomatiques, le relativisme chinois quant aux droits de l'Homme apparaît indépassable ; semblant tantôt d'essence culturelle absolue<sup>15</sup>, philosophique<sup>16</sup> que d'application pratique dans ses relations internationales<sup>17</sup>.

Conception bloquante dans des relations bilatérales équilibrées au sens de Marielle de Sarnez, cette position chinoise se pare, enfin, des atours d'un contre-modèle. En effet, le

<sup>11</sup> Compte-rendu de l'audition de Jean-Pierre Raffarin par la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, 25 septembre 2018, URL : [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/cion\\_afetr/l15cion\\_afetr1718087\\_compte-rendu](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/cion_afetr/l15cion_afetr1718087_compte-rendu)

<sup>12</sup> « États-Unis : l'administration Biden dénonce aussi un "génocide" des Ouïghours par la Chine », *TV5 Monde*, 22 janvier 2021, URL : <https://information.tv5monde.com/info/etats-unis-l-administration-biden-denonce-aussi-un-genocide-des-ouighours-par-la-chine-392865>

<sup>13</sup> Si la répression est formellement menée sous la responsabilité du gouvernement autonome de Hong Kong, dont l'autonomie est par ailleurs le cœur du conflit, les autorités chinoises centrales qualifient toutefois ces événements « d'affaires internes » : cf. <http://www.chinese-embassy.org.uk/eng/PressandMedia/t1815019.htm>

<sup>14</sup> Réponse cinglante de l'ambassade de Chine en France, refusant toute « ingérence » dans sa « souveraineté judiciaire » suite aux critiques du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français : <https://twitter.com/AmbassadeChine/status/1425881807174737942>

<sup>15</sup> « Les Occidentaux essaient d'extirper le mal hors d'eux-mêmes quand les Chinois considèrent que le mal est en eux et qu'il forme un système avec le bien. Cela implique pour eux que la vérité est relative quand, pour nous, elle doit être objective. », Audition de Jean-Pierre Raffarin, *op. cit.*

<sup>16</sup> « Universality is merely a particular expression of particularity, a transitional expression of particularity... to put it in terms of Hegelian dialectics, universality is the self-understanding of particularity, but is not its objective truth. », in Zhang Xudong, « Quanqiuhua shidaide Zhongguo wenhua fansi : women xianzai zenyang zuo Zhongguoren ? », *Zhonghua dushu bao*, 17 juillet 2002, cité par Xu Jilin, *Rethinking China's Rise: A Liberal Critique*, David Ownby (trad.), Université de Montréal, 2018.

<sup>17</sup> Voir, par exemple, sur le rapport entre réalité et récit national : <https://twitter.com/AmbassadeChine/status/1422227974741544963>

régime chinois porte ses institutions relativistes en modèle de société pour le monde<sup>18</sup> : plus que de fermer la porte à toute influence de l'universalisme occidental en Chine, il vise ouvertement et en pratique<sup>19</sup> à le faire refluer sur le globe. Dans ce système d'échange, les valeurs autres qu'économiques semblent ainsi ne pouvoir être ni des prérequis ni des valeurs négociables.

### *DE L'ASYMÉTRIE DE L'ÉCHANGE SINO-EUROPÉEN À LA REMISE EN CAUSE DU MODÈLE INTERNATIONAL DU XXÈME SIÈCLE*

Au-delà des obstacles à une relation symétrique, la politique de puissance chinoise actuelle fait craindre une remise en question unilatérale de l'ordre international et du multilatéralisme cher à Marielle de Sarnez<sup>20</sup>.

Dans ce domaine, le futur des engagements internationaux pris lors de la rétrocession de Hong Kong interroge. En effet, la région administrative spéciale de Hong Kong bénéficie, depuis 1997 et pour 50 ans, de la protection d'une loi fondamentale définissant « un haut degré d'autonomie » (hors affaires de défense et affaires étrangères) et consacrant « l'indépendance de son pouvoir judiciaire »<sup>21</sup> au titre d'un accord entre la République Populaire de Chine et le Royaume-Uni, déposé devant les Nations-Unies. L'application locale des normes promulguées par la Chine continentale est ainsi limitée par l'annexe III de ce document qui définit les domaines où le pouvoir central peut faire exception au principe d'autonomie locale. Or c'est par ce canal, d'apparence restreint à des questions symboliques, que le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire de Chine a introduit en juin 2020, après des mois de manifestation contre un régime d'extradition initialement proposé par les autorités hongkongaises, l'application de la loi de sécurité nationale en vigueur sur le continent. Cette décision implique pourtant de lourdes conséquences sur le système judiciaire hongkongais : au surplus de l'application d'un cadre normatif particulièrement coercitif dans son régime et particulièrement large dans la définition des faits incriminés dans son domaine (l'atteinte à la sécurité nationale), les mis en cause peuvent être transférés en Chine continentale, échappant à la juridiction des autorités judiciaires hongkongaises. Les manifestations tenues entre 2019 et 2020 ont par ailleurs vu un renforcement du déploiement de la Police Armée Populaire et de l'Armée de Libération Populaire chinoise dans et aux « frontières » de Hong Kong<sup>22</sup> ainsi

<sup>18</sup> Lu Shaye, « Un nouveau type de système de partis politiques à la chinoise », *L'Opinion*, 30 juillet 2021, URL : <https://www.lopinion.fr/edition/international/nouveau-type-systeme-partis-politiques-a-chinoise-tribune-lu-shaye-250953> ; ou encore outre les droits de l'Homme, sur la définition de la démocratie : <http://www.amb-chine.fr/fra/zfzj/t1896954.htm>

<sup>19</sup> L'actualité afghane est ici l'exemple d'actualité le plus marquant ; opposant symboliquement la recherche de stabilité par des transformations sociétales profondes à la recherche de la stabilité par des échanges d'intérêts imperméables aux différences culturelles : cf. « Afghanistan : la Chine et la Russie ouvertes aux bonnes relations avec les talibans », *Marianne*, 16 août 2021, URL : <https://www.marianne.net/monde/afghanistan-la-chine-et-la-russie-ouvertes-aux-bonnes-relations-avec-les-talibans>

<sup>20</sup> Relevé encore dans son dernier rapport d'information publié en son nom, sur la crise COVID-19 : [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion\\_afetr/l15b3698\\_rapport-information](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/l15b3698_rapport-information)

<sup>21</sup> Déclaration commune sino-britannique sur la question de Hong Kong, signée le 19 décembre 1984, URL : <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%201399/v1399.pdf>

<sup>22</sup> Sous le *caveat* que leur intervention ne peut être déclenchée formellement que sous la responsabilité du

que la mise en place d'un « bureau de sauvegarde de la sécurité nationale » dont les membres, compétents sur le territoire de l'emprise, ne répondent qu'à Pékin. Dès lors se pose la question du maintien du « pouvoir judiciaire indépendant » et de la responsabilité du « maintien de l'ordre public » par les autorités locales établis dans cette loi fondamentale à valeur de traité<sup>23</sup>.

Outre ces interrogations dans le cadre des affaires qualifiées d'internes par le régime chinois, cette remise en cause des traités peut également s'éclairer du cadre normatif international émergent (ou *a minima* remis à l'ordre du jour depuis le traité de Washington de 1959 et le protocole de Madrid de 1991) qu'est le droit de l'Antarctique. En effet, sur ce sujet où la Chine a longtemps été quasi absente (elle ne revendique pas de zone de souveraineté propre), la survie du régime particulier de sanctuarisation du « continent blanc » est de plus en plus dépendante des ambitions chinoises dans le secteur : les autorités chinoises font en effet fi des procédures conventionnelles d'implantation de nouvelles bases tandis que de sérieux soupçons pèsent sur leurs vellétés d'exploitation des ressources naturelles actuellement interdites<sup>24</sup>. À cet égard, en soutien à la Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique à Paris des 14-24 juin 2021, le groupe parlementaire du MoDem, auquel appartenait Marielle de Sarnez, a déposé à l'Assemblée nationale en mai 2021 un projet de résolution sur la mise en œuvre d'aires marines protégées afin de conserver le caractère sanctuarisé et scientifique de la zone<sup>25</sup> ; mise en œuvre à laquelle s'étaient opposées la Chine et la Russie.

### *LE GLAIVE AU SERVICE DU VERBE*

Enfin, cette analyse ne saurait faire l'impasse sur l'accroissement sans commune mesure des moyens de défense de la Chine. De l'avis même de Jean-Pierre Raffarin lors de son audition précitée : « *les Chinois ne sont pas belliqueux mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils ne sont pas ambitieux : ils ont une volonté de puissance. [...] La Chine, à l'horizon de dix ans, est plutôt un facteur de stabilisation internationale – il est plus difficile de se prononcer à l'horizon de vingt ou quarante ans.* » Pour cela, l'expansionnisme agressif en mer de Chine (via notamment l'artificialisation d'îlots doublée des actions des marines civiles et des gardes côtes<sup>26</sup>), les récentes escarmouches du Ladakh et de l'Akshai Shin ravivant les tensions sino-indiennes ou encore la constance des vellétés non voilées de reprise de

gouvernement local demandant « appui » au gouvernement central.

<sup>23</sup> Sans traiter ici par ailleurs des récents ajouts et projets interrogeant leur légalité par la partie Britannique à l'instar de la modification du code électoral au bénéfice de l'influence de Pékin (30 mars 2021) ou du projet de blocage des sanctions internationales en réponse aux modifications de 2020 précitées.

<sup>24</sup> Cyrielle Cabot, « Au sommet de l'Antarctique, une coopération pour préserver "un continent sanctuarisé" », *France 24*, 17 juin 2021, URL : <https://www.france24.com/fr/plan%C3%A8te/20210617-au-sommet-de-l-antarctique-une-coop%C3%A9ration-pour-pr%C3%A9server-un-continent-sanctuaris%C3%A9>

<sup>25</sup> Proposition de résolution invitant le Gouvernement à agir en faveur de la création d'aires marines protégées en Antarctique et à endosser le rôle de chef de file de sa promotion au niveau international, Assemblée nationale, 18 mai 2021, URL : [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b4160\\_proposition-resolution](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b4160_proposition-resolution)

<sup>26</sup> Laurent Lagneau, « La garde-côtière chinoise est désormais autorisée à faire usage de la force, même sans sommation », *Opex360*, 25 janvier 2021, URL : <http://www.opex360.com/2021/01/25/la-garde-cotiere-chinoise-est-désormais-autorisée-a-faire-usage-de-la-force-meme-sans-sommation/>

contrôle de Taïwan (dans les discours autant que les derniers livres blancs sur la défense et l'armée chinoise) renforcent l'hypothèse de l'usage par la Chine de la force militaire pour briser les status quo internationaux.

L'accroissement des moyens dédiés à la défense ces dernières années (chiffres officiels établissant une multiplication par six depuis 2000) ont permis à la Chine de rattraper un retard considérable et de faire passer sa force militaire d'une logique d'armées de masse à des armées technologiquement avancées (dont drones, porte-avions, avions furtifs de nouvelle génération, capacité spatiale, IA, etc.) dotées de capacité de projection<sup>27</sup> et amphibie particulièrement adaptée au théâtre opérationnel indo-pacifique. Pour autant, cette croissance est en trompe l'œil et largement sous-évaluée. En effet, d'une part, les chiffres nets du budget des armées ne rendent pas pleinement compte d'une réalité affectée par l'opacité de la parole publique (impliquant une incertitude quant à la réalité des chiffres), par les budgets de nature militaire visiblement non intégrés à ceux de l'Armée Populaire de Libération (police militarisée ou R&D civilo-militaire par exemple) ou par la parité de pouvoir d'achat au bénéfice de la Chine dans ses investissements<sup>28</sup>. D'autre part, la lecture brute de ces chiffres conduit à négliger l'expression concrète de la doctrine « hors limites », qui peut faire de nombreux investissements dans les moyens civils une capacité de défense duale voire non militaire. A ce dernier titre, si l'expérience opérationnelle (avantage comparatif certain des puissances otaniennes et, de manière croissante, russe) manque encore à sa force militaire au sens restreint, l'organisation de la défense chinoise en commandement civilo-militaire et la dualité de ses moyens peuvent marquer un avantage organisationnel voire opérationnel<sup>29</sup> en matière de guerre « hybride », notamment du point de vue cyber, informationnel mais également dans la mobilisation des forces économiques et financières en appui d'une « manœuvre durcie » ; ce à quoi l'Union européenne ne semble pas structurellement et doctrinalement préparée<sup>30</sup>.

## DE LA MÉFIANCE À LA DÉFIANCE ; UN HÉRITAGE POLITIQUE DIVERSEMENT INCARNÉ

---

La méfiance croissante des Européens à l'égard du déploiement de la puissance chinoise se traduit par un double mouvement de défiance nationale et européenne visant à préserver les intérêts économiques d'abord, faire émerger un positionnement sur les valeurs ensuite.

<sup>27</sup> Cf. section 2 du *2020 Report to Congress of the U.S.-China Economic and Security Review Commission*, décembre 2020,

URL : [https://www.uscc.gov/sites/default/files/2020-12/Chapter\\_3\\_Section\\_2--](https://www.uscc.gov/sites/default/files/2020-12/Chapter_3_Section_2--)

[Chinas\\_Growing\\_Power\\_Projection\\_and\\_Expeditionary\\_Capabilities.pdf](#)

<sup>28</sup> Frederico Bartels, « China's Defense Budget in Context: How Under-Reporting and Differing Standards and Economies Distort the Picture », *The Heritage Foundation*, 25 mars 2020, URL : <https://www.heritage.org/asia/report/chinas-defense-budget-context-how-under-reporting-and-differing-standards-and-economies>

<sup>29</sup> Voir notamment : Paul Charon et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Les opérations d'influence chinoises, un moment machiavélien », IRSEM, septembre 2021, URL : <https://drive.google.com/file/d/1qxUvLrLG4SSg8ANZnqvBfDOxUrtPmaB5/edit>

<sup>30</sup> Kôichi Courant, « De "Achtung-Panzer!" à "La guerre hors limites" : vers une nouvelle étrange défaite ? », *op.cit.*



## DE LA PRISE DE CONSCIENCE AUX CONTRE-MESURES DE DÉFENSE DES INTÉRÊTS NATIONAUX

En France en particulier, cette perception de la nature conquérante de la politique chinoise contemporaine se traduit par un intérêt croissant des acteurs politiques pour les problématiques liées à la Chine. On notera ici par exemple le nombre croissant d'auditions et de missions d'information parlementaires menées sur des sujets liés au sein de la Commission des Affaires étrangères, dont Marielle de Sarnez a été la présidente au cours de la XV<sup>e</sup> législature et ce jusqu'à sa mort. Sur la seule année 2021, plusieurs de ces missions traitent plus ou moins directement des relations avec la Chine ou *a minima* de l'enjeu de l'indépendance française et européenne vis-à-vis de cette région : « Politique de la France et de l'Europe à l'égard de la Chine », « L'espace indopacifique : enjeux et stratégie pour la France », « Construction d'une indépendance stratégique de l'Europe », « Géopolitique des matières premières »<sup>31</sup>...

Cette conscience accrue des enjeux se double d'une logique de ripostes nationales à l'instar d'un protectionnisme croissant en matière d'atouts technologiques stratégiques (à l'exemple, en France, du renforcement des dispositifs légaux relatifs au contrôle des investissements étrangers ou encore de la loi sur les infrastructures 5G<sup>32</sup>) mais également de lutte contre l'influence à la manière de la fermeture des Instituts Confucius dans plusieurs pays européens - instituts accusés de pression sur la recherche voire d'espionnage au point de provoquer des réponses diplomatiques particulièrement cinglantes de la partie chinoise lorsqu'attaquée sur la portée de son « *soft power* »<sup>33</sup>.

Or, face à un géant comme la Chine, l'échelle de la défiance nationale ne peut que se reporter au niveau européen où convergent intérêts matériels et valeurs partagées. En effet, la fébrilité de l'Union est, par bien des aspects, l'échelon agrégé des fébrilités nationales : la dépendance européenne vis-à-vis de la Chine quant aux terres rares et plus généralement en termes de commerce extérieur<sup>34</sup>, la perte d'influence des puissances européennes dans des zones géographiques autrefois quasi réservées (Afrique notamment, avec l'exemple éclairant de la base militaire chinoise à Djibouti) ainsi qu'une course à l'espace de plus en plus anarchique avec les acteurs chinois, marquent des vulnérabilités qui inquiètent concrètement autant que symboliquement les pouvoirs politiques nationaux<sup>35</sup> et nécessitent une réponse commune. Or, comme Marielle de

<sup>31</sup> 2 de ces 4 missions étant par ailleurs co-présidées par des membres de son ancien groupe parlementaire.

<sup>32</sup> Loi « visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles » d'initiative parlementaire (quelque peu rare en la matière) qui, bien que ne visant pas explicitement la Chine, exclut de facto, par préférence intra-européenne, un seul des trois opérateurs du secteur : Huawei.

<sup>33</sup> Cf. <http://www.amb-chine.fr/fra/zfzj/t1896954.htm> ; en apparence contradiction par ailleurs avec les ambitions affichées pour ces instituts dans l'extension de l'influence du parti (voir, par exemple : Nathalie Guibert, « Les Instituts Confucius en France, de si discrets relais chinois », *Le Monde*, 8 juillet 2021, URL : [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/08/les-instituts-confucius-en-france-de-si-discrets-relais-chinois\\_6087437\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/08/les-instituts-confucius-en-france-de-si-discrets-relais-chinois_6087437_3210.html))

<sup>34</sup> Avec, en 2020, un déficit commercial de l'ordre de 181 milliards d'euros ; cf. « Face à la crise, la Chine devient le premier partenaire commercial de l'UE », *La Tribune*, 15 février 2021, URL : <https://www.latribune.fr/economie/international/face-a-la-crise-la-chine-devient-le-premier-partenaire-commercial-de-l-ue-877737.html>

<sup>35</sup> A titre significatif, la crise de l'approvisionnement en masques chirurgicaux a, par exemple, particulièrement marqué

Sarnéz en conclut l'audition de Jean-Pierre Raffarin précitée, « *l'Union européenne doit enfin parler d'une seule et même voix à la Chine car (...) nous percevons bien la division de l'Europe vis-à-vis de la Chine et donc l'absence de stratégie à son égard.* »

### *L'ÉMERGENCE DE L'ÉCHELON EUROPÉEN COMME NIVEAU PERTINENT DE RIPOSTE STRATÉGIQUE*

Suivant cette mise en garde, quelques documents cadres européens indiquent l'émergence d'une structuration stratégique vis-à-vis de la puissance chinoise. Ainsi, en mars 2019, la Commission européenne a publié un plan stratégique ambitieux vis-à-vis de la Chine<sup>36</sup> comprenant des orientations telles que :

- *Défendre les objectifs des Nations unies en matière de droits de l'Homme, de paix et de sécurité ;*
- *S'engager dans la baisse des émissions de CO2 pour le climat (la Chine étant à la fois le premier émetteur, un constructeur de centrales de charbon dans d'autres pays, mais aussi le pays qui investit le plus dans les énergies renouvelables) ;*
- *S'entendre avec la Chine pour assurer la paix et la sécurité dans des zones ou pays où Pékin a une influence comme l'Iran, la Corne de l'Afrique, la Corée du Nord ou encore le golfe d'Aden. Les conflits potentiels sont nombreux, y compris en mer de Chine ;*
- *Trouver une réciprocité dans les échanges commerciaux en évitant le protectionnisme ou les soutiens excessifs aux industries locales (en passant par le biais de l'OMC), tout comme les difficultés liées à la propriété de l'État sur certaines entreprises ;*
- *Tenir compte dans les marchés publics non pas du seul critère du prix, mais aussi de l'environnement de travail ;*
- *Renforcer la sécurité liée aux nouvelles technologies (comme la 5G) pour éviter le piratage et l'espionnage.*

Face aux nouvelles « routes de la soie » chinoises, les institutions de l'Union européenne visent par ailleurs à bâtir une « Europe connectée à l'échelle mondiale » dont l'expression (notamment vis-à-vis de l'Asie) serait la multiplication de projets visibles développant la connectivité multimodale (terrestre, maritime, aérienne) en vue d'une diversification des chaînes de valeur mais également, par la création de pôles d'influence, d'un renforcement plus général de l'autonomie stratégique européenne sur des bases « durables, exhaustives et fondées sur des règles »<sup>37</sup> où les droits de l'Homme occuperaient une place prépondérante.

De même, la crise sanitaire ayant révélé la dépendance à l'égard de l'étranger, de nouvelles initiatives se font jour, en faveur d'une « indépendance par l'interdépendance »

le personnel politique, au point de la voir établie comme exemple-type à éviter, y compris dans un rapport parlementaire évoquant la question pourtant décorrélée de l'approvisionnement en munitions de petit calibre : [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion\\_def/l15b3346\\_rapport-information#\\_Toc256000057](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_def/l15b3346_rapport-information#_Toc256000057)

<sup>36</sup> « EU-China - A Strategic Outlook », *European Commission and HR/VP contribution to the European Council*, 12 mars 2019, URL : <https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/communication-eu-china-a-strategic-outlook.pdf>

<sup>37</sup> « Une Europe connectée à l'échelle mondiale », *Conclusions du Conseil de l'UE*, 12 juillet 2021, URL : <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-10629-2021-INIT/fr/pdf>

européenne, à la manière des Projets Importants d'Intérêts Européens<sup>38</sup> qui pourraient répondre, de manière très pratique, à nombre des faiblesses actuelles des relations commerciales sino-européennes<sup>39</sup>.

### *UNE ACTUALITÉ DIPLOMATIQUE EMPREINTE DE L'EXIGENCE MORALE DE MARIELLE DE SARNEZ*

Enfin, le gel des négociations relatives au pacte d'investissement<sup>40</sup> avec la Chine fait figure d'illustration de l'héritage profond de Marielle de Sarnez. En effet, alors que le contenu de l'accord prévoit de nettes avancées quant à l'égalité de traitement des investissements sino-européens, par rapport à la situation actuelle très restrictive en Chine, un certain nombre d'acteurs européens de premier plan se sont exprimés dans le sens de la pensée exigeante de l'ancienne députée européenne ; dépassant la seule préservation des intérêts matériels pour se porter sur celle des droits de l'Homme. Ainsi Jean-Claude Juncker, sous la présidence duquel les négociations sur cet accord avaient pourtant débuté, reprend à son compte les mots de Marielle de Sarnez enjoignant une politique européenne « moins naïve » à l'égard de la Chine<sup>41</sup>. De manière plus particulière, il estime que le projet d'accord fixe, en l'état, une ambition trop faible eu égard aux conditions de travail définies par l'Organisation Internationale du Travail et en particulier relativement à l'interdiction du travail forcé, au cœur des articles 4 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (interdiction de l'esclavage et de la servitude) et de la Convention européenne des droits de l'Homme (interdiction de l'esclavage et du travail forcé). De même, Marie-Pierre Vedrenne, siégeant au sein du groupe « *Renew Europe* », héritier du groupe auquel appartenait Marielle de Sarnez, a exprimé par voie de presse<sup>42</sup> les mêmes préoccupations que celles mises en avant dans le rapport de 2012. Si bien que cette filiation intellectuelle se retrouve en toute cohérence dans les explications de son vote relatif à la résolution du Parlement européen du 20 mai 2021 sur les contre-sanctions chinoises à l'encontre d'entités de l'UE<sup>43</sup> :

*« La Chine ne nous fera pas taire et nous continuerons, sans relâche, de défendre les droits de l'Homme. (...) Nous défendons les droits de l'Homme, droits universels, auxquels la Chine devrait souscrire. Et la Chine attaque la démocratie, c'est tout*

<sup>38</sup> « Christophe Grudler : Une nouvelle trajectoire pour l'industrie européenne post-COVID », Parti Démocrate européen (PDE), 6 mai 2021, URL : <https://www.democrats.eu/fr/news/une-nouvelle-trajectoire-pour-l-industrie-europeenne-post-covid>

<sup>39</sup> « Christophe Grudler : Semi-conducteurs : il est urgent de produire davantage dans l'Union européenne », PDE, 3 septembre 2021, URL : <https://www.democrats.eu/fr/news/semi-conducteurs-il-est-urgent-de-produire-davantage-dans-l-union-europeenne>

<sup>40</sup> « L'UE suspend un accord commercial avec la Chine », *La Tribune*, 21 mai 2021, URL : <https://www.latribune.fr/economie/international/l-ue-suspend-un-accord-commercial-avec-la-chine-885110.html>

<sup>41</sup> André Campos et Tiago Almeida, « Juncker : l'UE doit être "moins naïve" avec la Chine », *Euractiv*, 3 mai 2021, URL : <https://www.euractiv.fr/section/concurrence/news/juncker-eu-has-to-be-less-naive-with-china/>

<sup>42</sup> Catherine Chatignoux, « Marie-Pierre Vedrenne : "Il n'est pas prudent de donner un blanc-seing à la Chine" », *Les Echos*, 6 janvier 2021, URL : <https://www.lesechos.fr/monde/europe/marie-pierre-vedrenne-il-nest-pas-prudent-de-donner-un-blanc-seing-a-la-chine-1278757>

<sup>43</sup> Explication écrite de vote de Marie-Pierre Vedrenne au sujet des « Contre-sanctions chinoises à l'encontre d'entités

*simplement inacceptable. J'ai soutenu cette résolution dont je suis cosignataire parce qu'elle est très claire : l'accord global sur les investissements entre l'Union européenne et la Chine doit être gelé ! (...) Nous avons de nombreuses attentes auxquelles la Chine devra répondre, notamment la ratification et mise en œuvre des conventions internationales sur le travail forcé (...). »*

\*

\* \*

Pourtant, de la méfiance à la défiance, si les relations « naïves » tendent à s'effacer face à des postures défensives et la restriction des règlements par la voie d'accords conventionnels, cette évolution ne fait pas émerger d'autres voies que le rapport de force sans concession ; dont les fondements de la crédibilité peinent, pourtant, encore à naître concrètement des institutions européennes. Ainsi, après la disparition de Marielle de Sarnez, reste une question en suspens : les nations européennes parviendront-elles à faire émerger le multilatéralisme qu'elle appelait de ses vœux, capable de concilier préservation des valeurs occidentales à vocation universelle et intégration pacifique d'une superpuissance qui ne les partage pas ? A défaut, le rapport de force sera-t-il même suffisant pour préserver nos valeurs sur notre territoire ?

européennes, de députés au Parlement européen et de parlementaires nationaux d'États membres (RC-B9-0269/2021, B9-0269/2021, B9-0270/2021, B9-0271/2021, B9-0273/2021, B9-0274/2021, B9-0275/2021) », 20 mai 2021, URL : [https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/197502/MARIE-PIERRE\\_VEDRENNE/other-activities/written-explanations](https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/197502/MARIE-PIERRE_VEDRENNE/other-activities/written-explanations)



CERCLE AGÉNOR, association loi 1901  
7, rue Simone Veil - 92110 Clichy  
www.cercle-agenor.org  
Email : contact@cercle-agenor.org

ISBN : 978-2-9571953-4-3 / ISSN : 2741-4213  
Dépôt légal : Septembre 2021

Tous droits réservés aux auteurs respectifs  
Reproduction interdite sans autorisation

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteurs  
et ne sauraient lier les employeurs de ces derniers

## CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

---

Photographie de Marielle de Sarnez, page 5 : European Union 2011 - EP

Photographie de Nathalie Griesbeck, p. 6 : MoDem

Photographie de Sandro Gozi, p. 7 : Anne-Claude Barbier, MoDem

Photographie de Jean-Louis Bourlanges, p. 8 : transmise par Jean-Louis Bourlanges

Photographie de Gérard Deprez, p. 9 : transmise par Gérard Deprez

Photographie de Maud Gatel, p. 10 : Anne-Claude Barbier, MoDem

Photographie de Bernard Lehideux, p. 11 : Parlement européen

Photographie de Hugues Dewavrin, p. 11 : Guilde Européenne du Raid

Photographie de Patrice Franceschi, p. 12 : Valérie Labadie, transmise par P. Franceschi

Photographie de Jean-Noël Barrot, p. 14 : Jacques Giaume, MoDem

Photographie de Marielle de Sarnez sur la place Maïdan de Kiev, en Ukraine, en décembre 2013, p. 15 : transmise par l'équipe parlementaire de Mme de Sarnez

Photographie de Marielle de Sarnez saluant un bataillon féminin des FDS, en Syrie, au printemps 2019, p. 20 : transmise par l'équipe parlementaire de Mme de Sarnez

Photographie de Marielle de Sarnez en visite officielle en Chine, en janvier 2018, p. 26 : Soazig de la Moissonnière, Présidence de la République française

---